

I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement

Evaluation climat du budget

COMMENT ÉVALUER L'IMPACT D'UN BUDGET LOCAL SUR LA
RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES ?



En partenariat avec



Liberté
Égalité
Fraternité



Climate-KIC is supported by the
EIT, a body of the European Union



23 mars 2021

L'Institut de l'économie pour le climat

27 
Collaborateurs

30+ 
Événements par an

40+ 
Publications par an

7000+ 
Followers sur Twitter

+6000 
Abonnés
à la newsletter

NOTRE MISSION

L'Institut de l'économie pour le climat (**I4CE**) est une association **experte de l'économie et de la finance**, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.

Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au **débat sur les politiques liées au climat**. Il rend aussi **publiques des analyses** pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des **territoires** et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.



Contenu de ce webinaire

- Introduction à l'évaluation climat des budgets (ECB)
- Présentation détaillée de la méthodologie neutralité carbone/atténuation
 - 5 couleurs
 - Quelle démarche mettre en place ?
 - En pratique sur mon budget : quel périmètre ? quelles étapes d'analyse ?
- Retours d'expériences des collectivités
 - Quelle gouvernance ? Combien de temps ?
 - Comment et à qui présenter les résultats ?
 - L'indéfini : une catégorie en questions
 - Quels changements de pratiques internes ?
 - Quelles différences entre villes et métropoles ?
 - Les résultats, et après ?
 - Quels autres outils complète l'évaluation climat ?
- Suites et ressources disponibles

Méthodologie d'évaluation climat du budget (ECB) pour les collectivités : *quelques rappels*

*Pour une
introduction à
l'ECB des
collectivités*



En France, lancement de la dynamique à l'échelle nationale ...



2017

Lancement du
*Paris collaborative
on Green
Budgeting*



2019



[Evaluation à 360° du budget de l'Etat, I4CE, 2019](#)



2020



[Green Budgeting : proposition de méthode](#)



[Rapport sur l'impact environnemental du budget de l'Etat](#)

... Et locale : co-construction d'une méthodologie

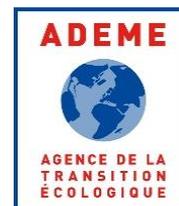
Membres



Partenaires Réseau



Financeurs



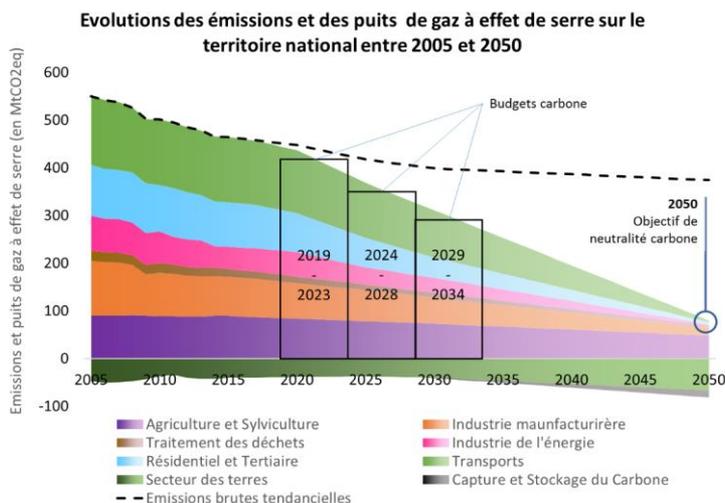
Autres soutiens de la démarche



Evaluation climat du budget :

Ce n'est pas :

- Des budgets carbone



- Les coûts du PCAET
- Un bilan carbone

C'est :

- Analyse de l'**impact climat** de **toutes les dépenses** par rapport à leur **compatibilité avec les objectifs climatiques de la France**

La méthodologie construite par I4CE et ses partenaires

Principes méthodologiques « chapeau », communs à tous les enjeux environnementaux



Atténuation

Analyse des **impacts**

Référentiel **national** : SNBC

- Est-ce que la dépense est compatible dans une France neutre en carbone ?



Adaptation

Analyse des **processus**

Référentiel **contextuel**

- Comment les enjeux d'adaptation sont-ils pris en compte dans les dépenses de la collectivité ?

Autres enjeux

A construire par des experts des autres enjeux.

2021 : Biodiversité par CDC Biodiversité (à confirmer)

Evaluation basée sur **l'expertise** (pas de quantification CO2)

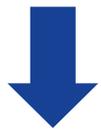
Référentiel d'après les **objectifs climat 2050** de la France

Méthodologie d'évaluation climat du budget pour les collectivités : **présentation de la méthode neutralité carbone/atténuation**

3 éléments pour s'y retrouver

1

La démarche à mettre en place par la collectivité



Synthèse pour décideurs



2

Grands principes méthodologiques



Guide méthodologique



3

Concrètement, comment mener l'analyse



2 annexes techniques:



+ outil Excel



① Quelle démarche mettre en place ?

- Portage de la démarche au plus **haut niveau** administratif de la collectivité (+ soutien politique si possible)
- Impliquer systématiquement la direction **Finances** ou Contrôle de gestion / contrôle interne
- Impliquer également la direction **Environnement** quand elle existe, sinon DGS
- Réalisation **interne** de l'évaluation conseillée.

① La démarche : les données sur lesquelles faire l'analyse

- Utiliser les **différents documents financiers possible** : compte administratif, PPI, PPF, budgets ...
- **Sur toutes les lignes** budgétaires : **investissement et fonctionnement**
- Capitaliser sur l'expérience : tester l'évaluation d'abord sur le compte administratif puis sur le budget.

② Principes méthodologiques Atténuation : 5 catégories

Les catégories ont été construites, basées sur **l'objectif net zéro carbone en 2050**.

+ **Très favorable**

Dépense ayant un impact très positif sur le climat aujourd'hui et demain : compatible dans une France neutre en carbone

Favorable sous conditions

Dépense permettant une réduction des émissions mais effort insuffisant pour la neutralité carbone ou présentant un risque de verrou technologique à long terme

Neutre

Dépense sans impact significatif sur la trajectoire de neutralité carbone

- **Défavorable**

Dépense incompatible avec la neutralité carbone, qui induit des émissions de GES significatives

Indéfinie

Dépense ayant *a priori* un impact sur le climat mais non classable en l'état par manque d'informations ou de données. L'analyse devra se préciser au fil des années.

Exemples :

- Rénovation thermique de bâtiments
- Développement de transports collectifs électriques
- Achat de bus GNV : une flotte de bus au gaz pourrait être décarbonnée si elle est alimentée 100% au biogaz à terme
- Dépenses sociales et culturelles (sauf les dépenses de construction et rénovation, d'énergie, de déplacements et d'alimentation qui doivent être catégorisées)
- Dépenses de carburant
- Création de nouvelle voirie automobile
- Frais d'études, achats et salaires tant que l'analyse de la destination de ces dépenses n'a pas été réalisée

2

Principes méthodologiques Atténuation : le neutre et l'indéfini

+

Un « vrai » neutre : les dépenses classées « neutres » n'ont pas pour but de devenir vertes.

Neutre

Dépense sans impact significatif sur la trajectoire de neutralité carbone

-

Permet de signaler un besoin de remontées d'information

Indéfinie

Dépense ayant *a priori* un impact sur le climat mais non classable en l'état par manque d'informations ou de données. L'analyse devra se préciser au fil des années.

② Principes méthodologiques Atténuation : L'arbre pour aider à la classification des dépenses

L'action...

Réduit les émissions, soit directement, soit en se substituant à des alternatives plus carbonnées

Et est compatible avec la neutralité carbone

Mais est insuffisante pour la neutralité carbone ou présente un risque de verrou technologiques

TRÈS FAVORABLE

PLUTÔT FAVORABLE

*Achat de bus électrique/
au biogaz,
Entretien voirie vélo*

Entretien de bus diesel

N'a pas d'impact significatif

NEUTRE

*Achat de logiciels,
Formation en
management*

Augmente les émissions

DÉFAVORABLE

*Achat de bus diesel,
Achat de diesel
pour la flotte*

Manque de données ou de méthodologie

INDÉFINIE

Soutien à l'activité économique

@I4CE_

2 Hypothèses structurantes : la taxonomie d'actions

Hypothèses sectorielles

Bâtiment	Construction Rénovation
Transports	Infrastructures (hors voirie) Voirie (construction, rénovation, requalification) Véhicules (achat, entretien)
Alimentation	Contenu de l'assiette
Déchets	Prévention Traitement
Energie	Infrastructures et réseaux Achats
Numérique	Infrastructures et réseaux Achats (im)matériels
Espaces verts	Gestion

Hypothèses transverses

Dépenses de personnel
Frais de déplacement professionnel
Paiements de taxes climatiques
Subventions
Commande publique (achats durables)
Compensation carbone

Exemple : Achat de véhicules

ACHAT DE VÉHICULES

	TRÈS FAVORABLE	PLUTÔT FAVORABLE	DÉFAVORABLE
	Moins de 50 gCO ₂ /km		Plus de 50 gCO ₂ /km
	Électrique	Gaz ou hybride	Diesel ou essence
	Électrique ou actif		Fossiles
	Électrique ou moins de 50 gCO ₂ /p.km	Gaz ou hybride	Diesel ou essence

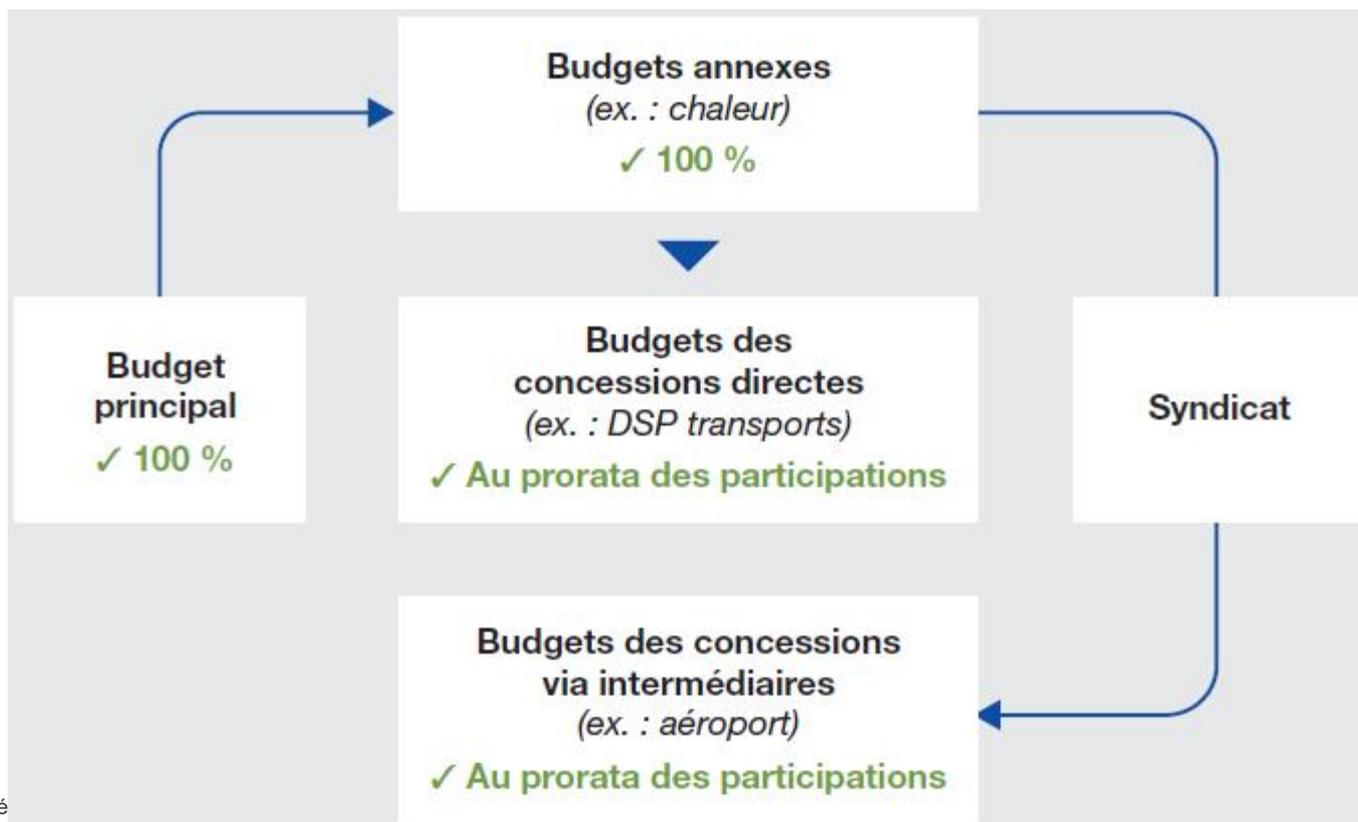
@I4CE_

3

Concrètement, comment mener l'analyse ?

Etape 0 : le périmètre d'analyse

- Travailler en **dépenses réelles**
- Définir le périmètre : élargir autant que possible à **toutes les compétences** de la collectivité



3

Concrètement, comment mener l'analyse ? Etape 0 : choix du périmètre d'analyse

Le format des lignes :

– présentation croisée **nature et fonction** :

Code nature comptable	Libellé nature comptable (au niveau de l'article)	Code fonction budgétaire	Fonction budgétaire (au niveau de la destination)	Impacts climat liés à la :
2313	Constructions	313	Théâtres	Construction
6042	Achats de prestations de services	251	Hébergement et restauration scolaire	Alimentation

– Niveau de **granularité** à définir :

EXEMPLE : ANALYSE JUSQU'AU NIVEAU DE L'OPÉRATION/DESTINATION EN FONCTION BUDGÉTAIRE

Commission	Sous-commission	Programme	Opération
Rayonnement du territoire	Culture	Développer la politique culturelle	Pass musée

3

Concrètement, comment mener l'analyse ? Étape 0 : choix du périmètre d'analyse

ÉTAPE 0 PÉRIMÈTRE

Dépenses hors périmètre
(doublons, écritures
comptables, ...)

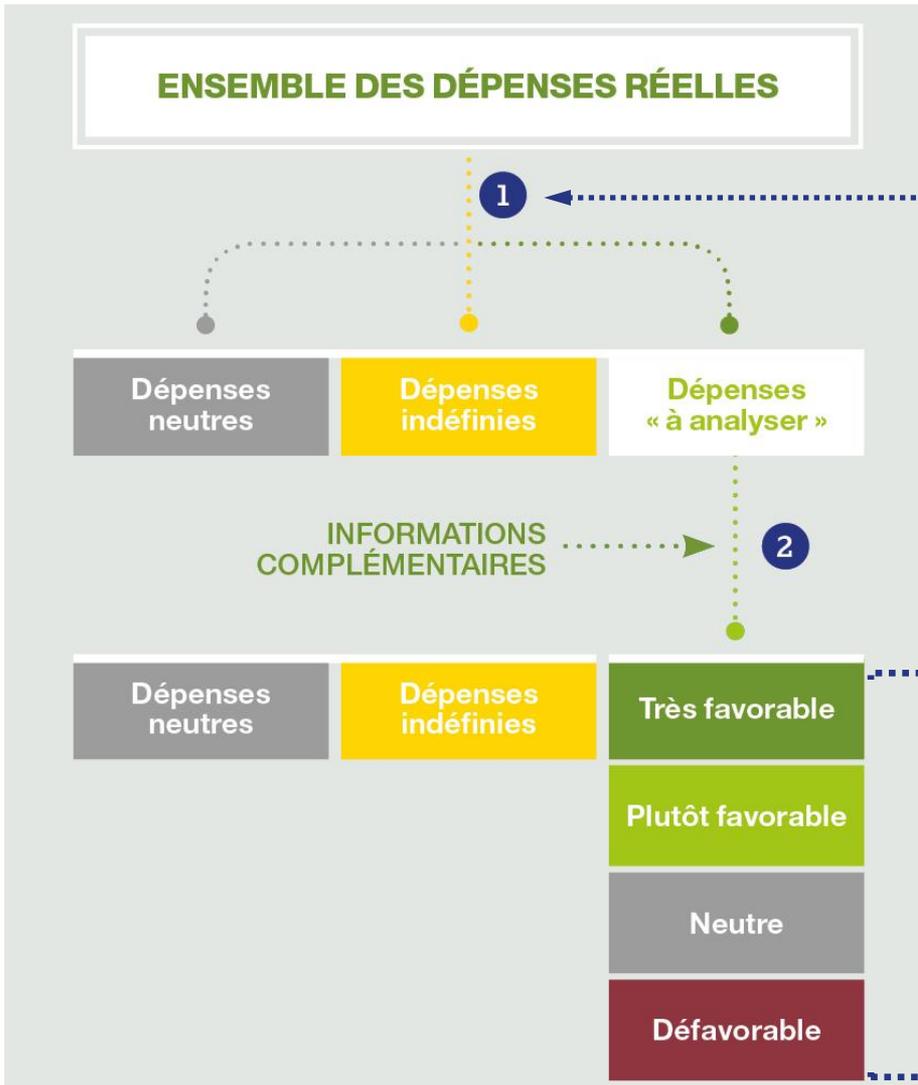
Dépenses dans
le périmètre
(définition du seuil :
au-delà de [x] euros)

Pour résumer l'étape 0 :

- Choisir les budgets à inclure → détermine la somme monétaire
- Consolider les budgets et travailler en dépenses réelles
- Mettre les dépenses au format « nature » x « fonction »
- Définir un niveau de granularité → détermine le nombre de lignes
- Définir un seuil d'analyse → réduit le nombre de lignes

3

Concrètement, comment mener l'analyse ? Vision globale du processus de qualification atténuation



+ d'info
Voir l'outil Excel

Utilisation du cadre comptable M57

- Nature comptable
- Fonction budgétaire

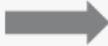
Hypothèses structurantes
pour qualifier l'impact des dépenses « à analyser »

3

Concrètement, comment mener l'analyse ?

Étape 1 : Analyse par nature

ÉTAPE 0 PÉRIMÈTRE



ÉTAPE 1 ANALYSE PAR NATURE

Dépenses hors périmètre
(doublons, écritures
comptables, ...)

Analyse directe > Neutres

Analyse directe
> Indéfinies – extracomptable

Analyse directe
avec les hyp. structurantes

Dépenses dans le périmètre
(définition du seuil :
au-delà de [x] euros)

Analyse directe impossible
> Lecture fonctionnelle

+ d'info

Voir l'outil
Excel



Exemples

Nature

**Catégorie climat /
Hypothèse structurante**

6473 – Allocations chômage

Prestations sociales

641 – Rémunérations du
personnel

Frais de personnel

**2152 – Installations de
voirie**

**A analyser avec l'hyp.
Structurante : Voirie**

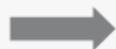
**204 - Subventions
d'équipement versées**

Lecture fonctionnelle

3

Concrètement, comment mener l'analyse ? Étape 2 : Analyse par fonction budgétaire

**ÉTAPE 1
ANALYSE
PAR NATURE**



**ÉTAPE 2
ANALYSE
PAR FONCTION
BUDGÉTAIRE**

Analyse directe > Neutres

Analyse directe
> Indéfinies – extracomptable

Analyse directe
avec les hyp. structurantes

Analyse directe impossible
> Lecture fonctionnelle

**Ex : 204 - Subventions
d'équipement versées**

Fonction non significative
pour le climat > Neutres

Fonction significative
mais manque de données
> Indéfinies - extracomptable

Fonction significative
mais manque de méthode
> Indéfinies - méthodologique

A analyser avec
les hyp. structurantes

Exemples

+ d'info

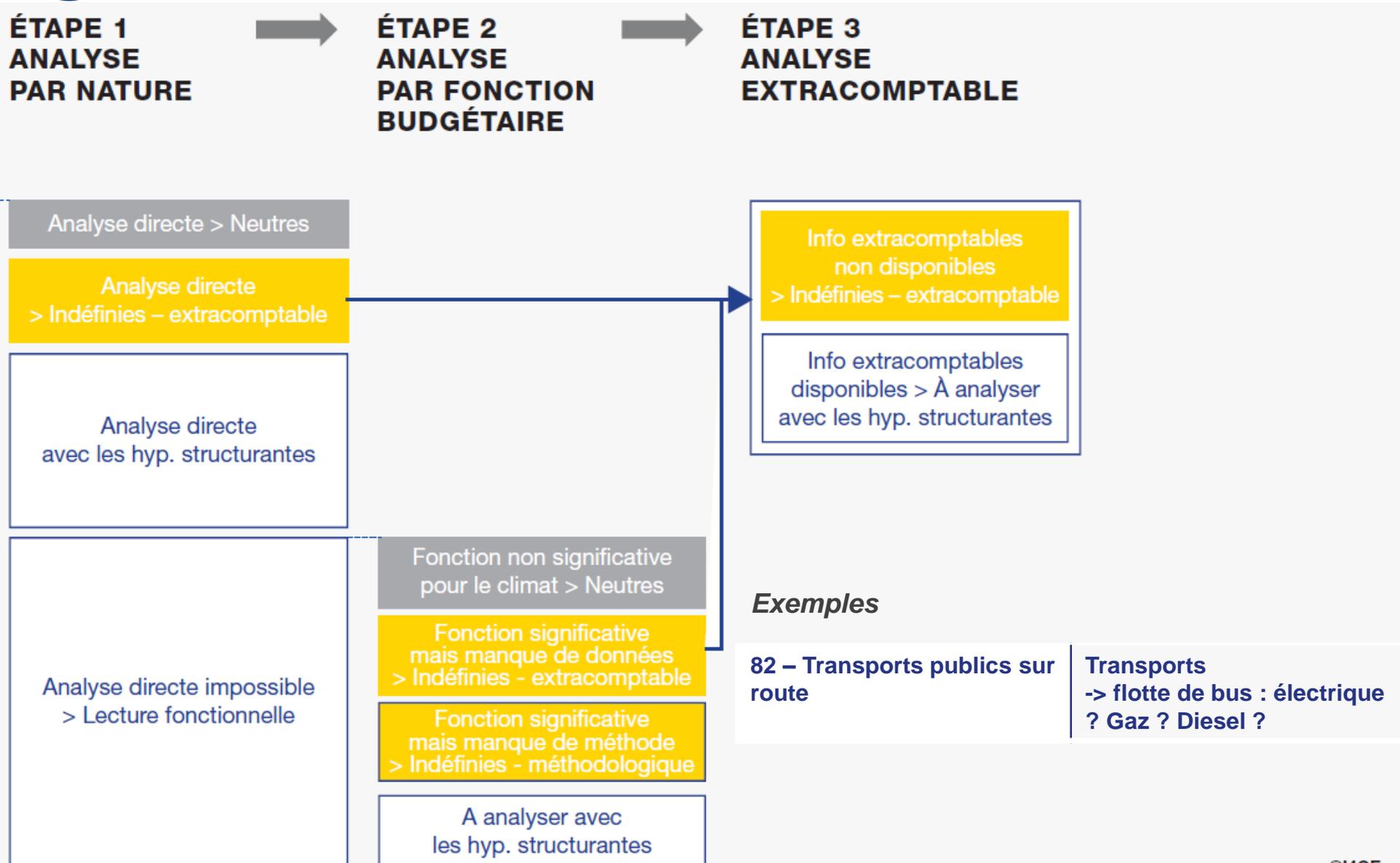
Voir l'outil
Excel



Fonction budgétaire	Catégorie climat
42 – Action sociale	Prestations sociales
515 – Opérations d'aménagement	Aménagement urbain
63 – Actions économiques sectorielles	Actions économiques
82 – Transports publics sur route	A analyser avec l'hypothèse structurante Transports

3

Concrètement, comment mener l'analyse ? Etape 3 : Analyse extracomptable



3

Concrètement, comment mener l'analyse ?

Etape 4 : Bilan des lignes à analyser

ÉTAPE 1 ANALYSE PAR NATURE

Analyse directe > Neutres

Analyse directe
> Indéfinies -
extracomptable

Analyse directe
avec les hyp.
structurantes

Analyse directe
impossible
> Lecture
fonctionnelle

ÉTAPE 2 ANALYSE PAR FONCTION BUDGÉTAIRE

Fonction non significative
pour le climat > Neutres

Fonction significative
mais manque de données
> Indéfinies -
extracomptable

Fonction significative
mais manque de méthode
> Indéfinies -
méthodologique

A analyser avec
les hyp. structurantes

ÉTAPE 3 ANALYSE EXTRA- COMPTABLE

Info extracomptables
non disponibles
> Indéfinies -
extracomptable

Info extracomptables
disponibles > À analyser
avec les hyp. structurantes

ÉTAPE 4 BILAN DES LIGNES À ANALYSER

Bilan
> Neutres

Bilan
> Indéfinies -
extracomptable

Bilan
> Indéfinies -
méthodologique

Bilan
> A analyser
avec les hyp.
structurantes

3

Concrètement, comment mener l'analyse ?

Etape 5 : Analyse avec les hypothèses structurantes

ÉTAPE 5 ANALYSE AVEC HYP. STRUCTURANTES

Dépenses hors périmètre
(*doublons, écritures
comptables, ...*)

Bilan > Neutres

Bilan
> Indéfinies – extracomptable

Bilan
> Indéfinies - méthodologique

Bilan > A analyser
avec les hyp. structurantes

NEUTRE

TRÈS FAVORABLE

PLUTÔT FAVORABLE

DÉFAVORABLE

+ d'info

Voir l'outil
Excel



Hypothèses structurantes
pour qualifier l'impact des dépenses « à
analyser »

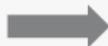
3

Concrètement, comment mener l'analyse ?

Etape 6 : Analyse transversale complémentaire

Etape 7 : Retours d'expériences et améliorations internes

**ÉTAPE 6
ANALYSE TRANSVERSALE
COMPLÉMENTAIRE**



**ÉTAPE 7
RETEX**

**Sur l'ensemble
des dépenses :
Analyse transversale
complémentaire**
en effectuant une recherche
par mots-clés rattachés
aux catégories
défavorable et favorables
sur l'ensemble des dépenses
(pas d'application du seuil)

*Ex. : mots-clés « aérien » ;
« aéroport » associés à
des dépenses défavorables*

Retours d'expériences :
en interne, organisation pour
la mise en place d'indicateurs
extracomptables permettant
une bonne collecte des données
pour l'ECB*
de l'année prochaine
(notamment pour l'indefini
extracomptable)

*Ex. : mise en place
d'indicateurs pour les
opérations d'aménagement*

3

Concrètement, comment mener l'analyse ? Exemples d'application sur des lignes budgétaires

Nature	Fonction	Opérations	Catégorie climat	Couleur
6553 – Service d'incendie	12 – Incendie et secours	-	Incendie et secours	NEUTRE
2315 – Installation, matériel et outillage techniques	844 – Voirie	Tramway – rue de la paix	Transports	TRÈS FAVORABLE
20421 – Biens mobiliers, matériel et études	821 – Transport sur route	Renouvellement de bus GNV	Transports collectifs	PLUTÔT FAVORABLE
204122 – Bâtiments et installations	633 – Développement touristique	Aéroport - Contrat triennal	Transports aérien	DÉFAVORABLE
60612 – Achats énergie - Electricité	020 – Administration générale de la collectivité	-	Energie électrique verte	TRÈS FAVORABLE

↑
**INFORMATIONS
COMPLÉMENTAIRES**

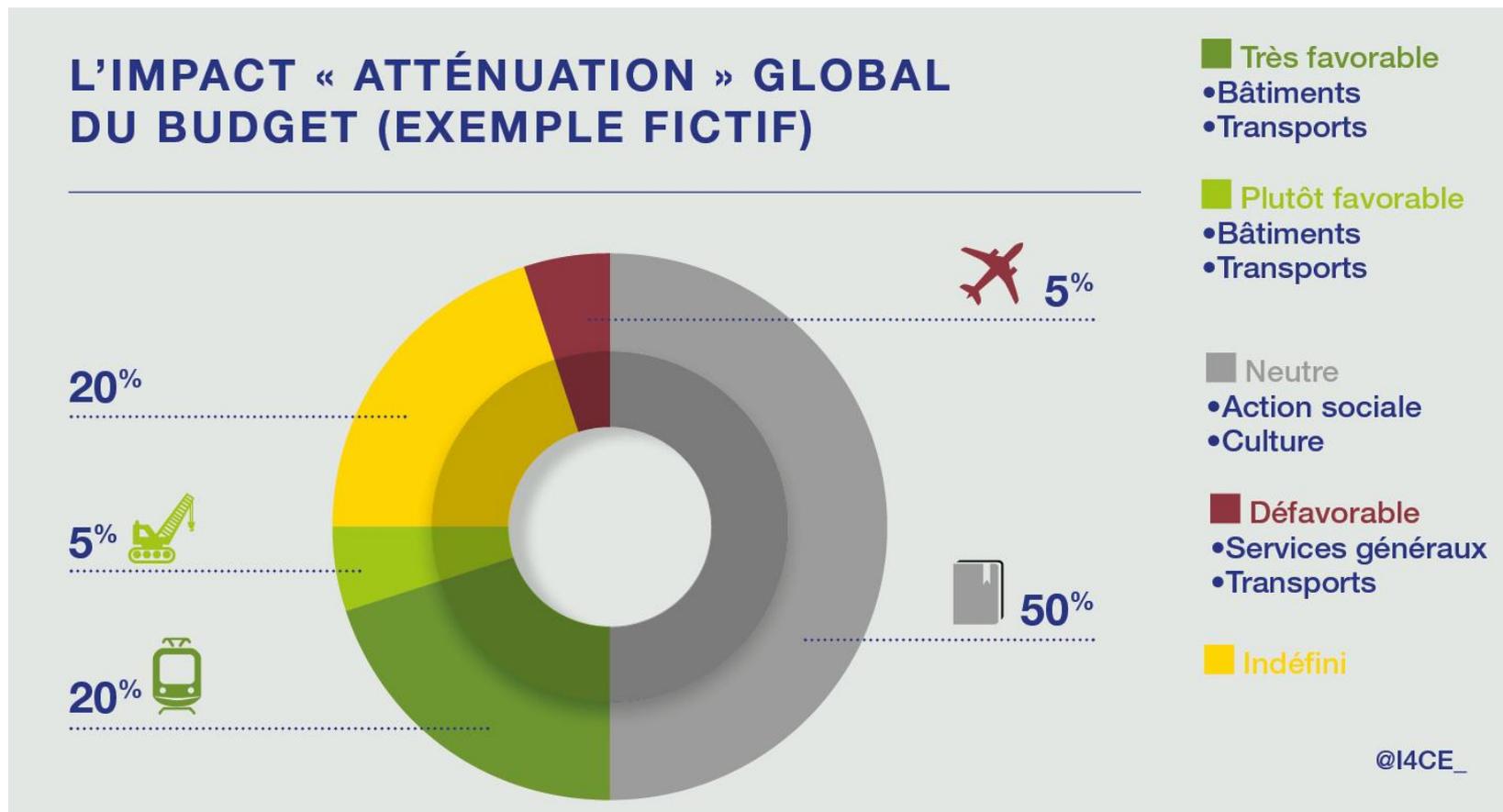
Réflexions : Intégrer l'adaptation



[Webinaire 13 avril, 9h-10h30](#)

Résultats de l'évaluation climat du budget

Illustration des résultats atténuation



Attention, l'objectif n'est pas d'avoir 100% de vert sur le budget

Classifier l'indéfinit

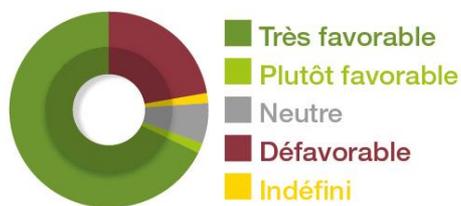
Préserver les résultats par commission

MOBILITÉ

@I4CE_

45 000 000 €
DÉPENSES ANALYSÉES

IMPACT « NEUTRALITÉ CARBONE »



IMPACT « ADAPTATION »



ANALYSE ATTÉNUATION DES DÉPENSES

• Pistes cyclables/voies de bus	30 M€
• Bornes de recharge électrique	100 000 €
• Flotte de vélos électriques	200 000 €
• Voitures électriques	100 000 €
• Bennes ordures gaz	800 000 M€
• Construction voirie auto	10 M€
• Voitures thermiques	100 000 €
• Autres	3 M€
• Frais d'études transport	700 000 €

Dépenses ayant des co-bénéfices :

67% Sur la pollution de l'air
5% Sur la biodiversité

Dépenses favorables pour le climat mais ayant un impact négatif :

5% Sur la pollution de l'air
18% Sur la biodiversité

ACTIONS

MESURES DU PCAET

- 2021** : Création de nouvelles pistes cyclables et voies dédiées au bus
- 2021** : Nouvelle flotte de vélos électriques
- 2022** : Fin des achats de véhicules thermiques
- 2025** : Fin des bennes à ordures diesel
- 2030** : Flotte de bus 100% bas-carbone

MARGES DE MANŒUVRE IDENTIFIÉES

- 1 Questionner les nouveaux projets de voirie automobile
- 2 0 achat de véhicule thermique dans le prochain budget
- 3 Intégrer les enjeux d'adaptation à toutes les opérations de mobilité

Se saisir des résultats



Visualisation **macro** du budget à un **instant** « t »



Analyser les **marges de manœuvres**

Nourrir les discussions et arbitrages budgétaires



Modifier ou introduire les processus internes, les dialogues, pour une remontée d'infos efficace

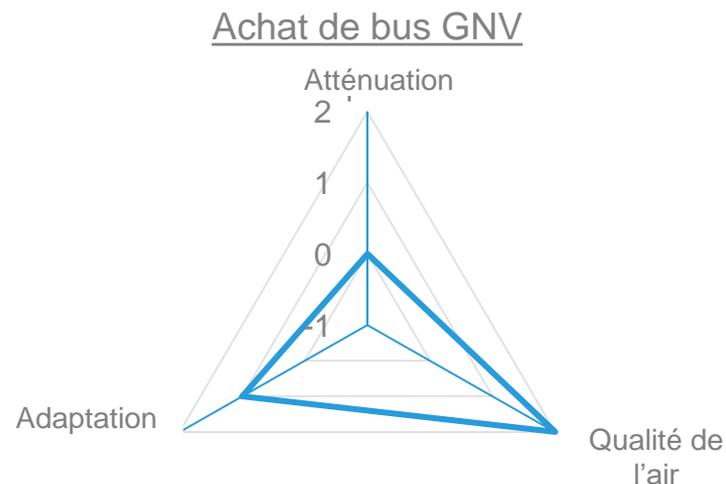


Mesurer l'évolution du budget d'année en année pour voir l'amélioration de la contribution climat

A ne pas faire

- Ne pas comparer les résultats entre collectivités
- **Ne pas agréger les indicateurs** mais les séparer (voir ci-contre)
- Ne pas comparer **favorable** et **défavorable**
 - Le **favorable** doit augmenter
 - Le **défavorable** doit diminuer

Exemple de présentation des résultats à adapter selon les indicateurs utilisés et le contexte de la collectivité :



Quelle **gouvernance** mettre en place dans sa collectivité ?

Combien de **temps** dure l'analyse ?

Hugo Mattei, Adjoint au chef du bureau « Espace public et environnement » à la Sous-direction du budget

Une équipe transversale ...

... structurée en mode projet



Comité de pilotage

Élus (adjoints à la finance verte, au climat et cabinet de la Maire)



Équipe Projet



Secrétariat général

Délégation générale à la Transition Écologique et à la Résilience



Budget

Direction des Finances et des Achats



Climat

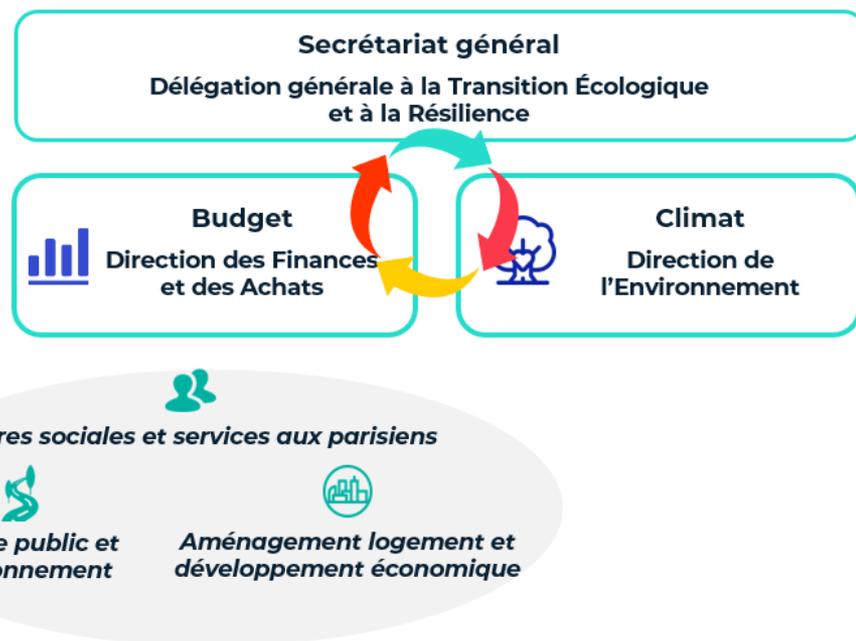
Direction de l'Environnement

... dont le premier travail a été la co-construction et l'appropriation de la méthode d'analyse

Une gouvernance en mode projet

Première expérimentation sur le CA 2019 : associer des experts sectoriels de la direction des finances

Pour réaliser la première expérimentation – dite « en chambre » – de la méthode sur les dépenses du compte administratif 2019, l'équipe projet s'est appuyée sur trois bureaux budgétaires de la direction des finances qui se consacrent chacun à un grand secteur de politiques publiques.



Dans le cadre d'ateliers d'une demi-journée avec chacun de ces bureaux sectoriels (un référent par bureau), la première évaluation a été menée par l'équipe projet.

L'association des directions métiers

Après cette première expérimentation sur le compte administratif 2019, la Ville de Paris a souhaité reconduire cet exercice dans le cadre de la construction de son **plan d'investissement de la mandature**.

Cette nouvelle application de la méthodologie est l'occasion d'associer directement les directions métiers de la Ville à l'évaluation de leurs dépenses prévisionnelles.

Une dizaine d'ateliers d'une demi-journée par direction sont en cours de réalisation, et impliquent, au-delà de l'équipe projet et d'un analyse sectoriel de la direction des finances, les correspondants financiers de ces directions, accompagnés de représentants de services opérationnels et de correspondants durables.



- *En amont de l'atelier* : présentation groupée de la démarche au réseau des correspondants financiers, et au réseau des correspondants durable ; pré-analyse de l'équipe projet des dépenses de chaque direction ; transmission d'une « boîte à outils » aux directions métiers
- *En séance* : Évaluation climat de chaque opération d'investissement, précision des points qui n'ont pas pu être analysés par l'équipe projet grâce à l'expertise des directions
- *Suite à l'atelier* : éventuel travail d'approfondissement, mais les premiers ateliers tenus étaient majoritairement suffisant pour mener une première évaluation

Un exercice itératif en progression

2020

- Application « en chambre » par l'équipe projet
- Communication au Conseil de Paris : Encart intégré au rapport budgétaire du BP 2021

2021

- Précision de la méthodologie (réduction de la part « indéfinie », masse salariale, adaptation au changement climatique...)
- Implications des directions pour la construction du PIM

2022, 2023...

- Budgets Primitifs, Comptes administratifs,...

Comment et à qui présenter les résultats ?

*Audrey Delmarre, Chargée de mission budget
climatique*

Présentation par (sous)commission préalablement au vote du BP / du CA



**Sous-Commission « Climat, Transition écologique,
Energie »**

Rappel des enjeux du PCAET



Fonctionnement :

- Subventions / primes (conseillers EIE, MHD, prime Air, défis déclics, Mets la transition dans ton quartier...), POC
- Partenariats (ATMO, Pollutrack...)
- Soutien aux projets EnR&R
- Gestion des réseaux électricité – gaz (part EnR)

Investissement :

- Fonds de concours rénovation énergétique des bâtiments
- Projets EnR&R
- Centrale photovoltaïque

Présentation des résultats

Budget climatique / synthèse

**45 MESURES
BUDGETAIRES**



- Neutre
- Très favorable
- Favorable
- Indéfinie
- Défavorable

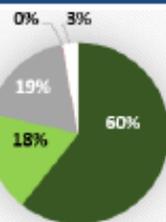
Influencent les objectifs du
PCAET

Dépenses de la commission
312,5 M€ au BP 2021

Atténuation

9,5 M€ favorables à l'atténuation dont :

- Subventions (conseillers EIE, MHD)
- Actions de sensibilisation au développement durable
- Gestion des réseaux (part EnR)
- Soutien aux projets EnR&R
- Centrale photovoltaïque

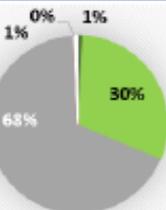


Aucune opération défavorable à l'atténuation n'a été identifiée à ce stade

Adaptation

3,8 M€ favorables à l'adaptation dont :

- Subventions (conseillers EIE, MHD)
- Plan climat
- Actions de sensibilisation au développement durable
- Rénovation énergétique du patrimoine communal

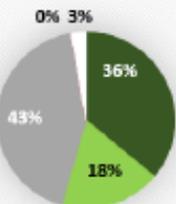


Aucune opération défavorable à l'adaptation n'a été identifiée à ce stade

Qualité de l'Air

6,6 M€ favorables à la qualité de l'air dont :

- Prime Air , partenariats avec les réseaux d'experts (ATMO, pollutrack...)
- POC santé environnementale
- Rénovation énergétique du patrimoine communal



Aucune opération défavorable à la qualité de l'air n'a été identifiée à ce stade

Analyse et pistes de progrès



Budget climatique / synthèse

Commission Climat, Transition écologique, Energie, Eau, Assainissement, Gemapi, Résidus Urbain, Espaces Naturels, Agriculture

Maturité des indicateurs	Pistes d'amélioration (méthodologie)	Pistes d'amélioration (trajectoire PCAET) 
Atténuation Qualité de l'air Adaptation BONNE	<ul style="list-style-type: none">Finalisation des indicateurs concernant la gestion des réseaux de chaleurAjustement annuel des clés de répartition notamment pour le Fonds de concours « rénovation énergétique des bâtiments »	<ul style="list-style-type: none">Veiller à la prise en compte des enjeux Climat-Air-Energie dans les documents de planification métropolitainsAccélération de la transition écologique et énergétique pour tendre vers la neutralité carboneDéploiement d'un maillage territorial permettant d'améliorer la collecte, la surveillance et la cartographie des données Climat-Air-Energie

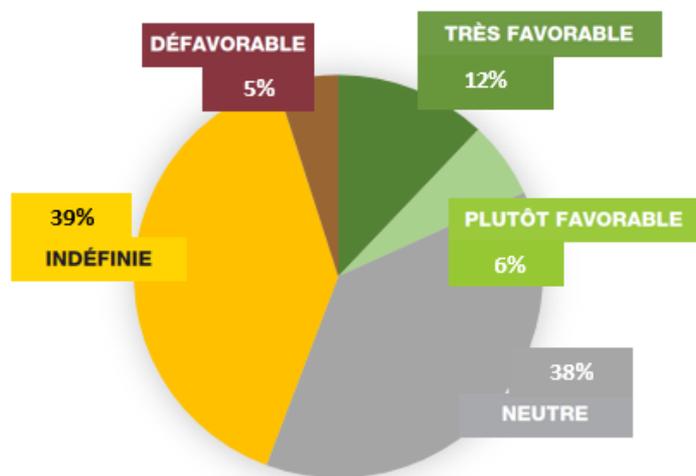
Quels **changements** cela a-t-il suscité en interne ?
Quelles différences entre une **ville et une métropole** ?

Pierre Lommeré, Chef de projet Budget Climat

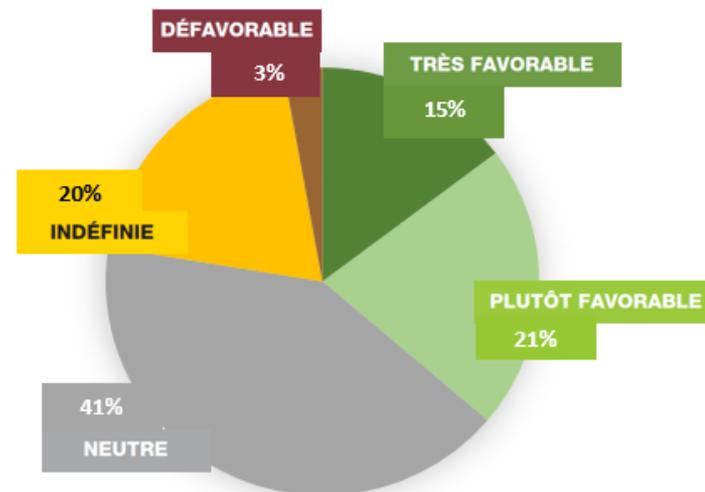
Quels changements la démarche a-t-elle suscités
en interne ?

Un premier test sur l'ensemble du BP 2021: changements suscités

- Recrutement d'un chef de projet pour piloter la démarche
- Sensibilisation et acculturation des services aux liens entre dépenses budgétaires et enjeux climatiques
- Amélioration du reporting environnemental
- Mise en débat de la méthode et des résultats dans les instances techniques et politiques



IMPACT DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BP 2021 SUR LE CLIMAT



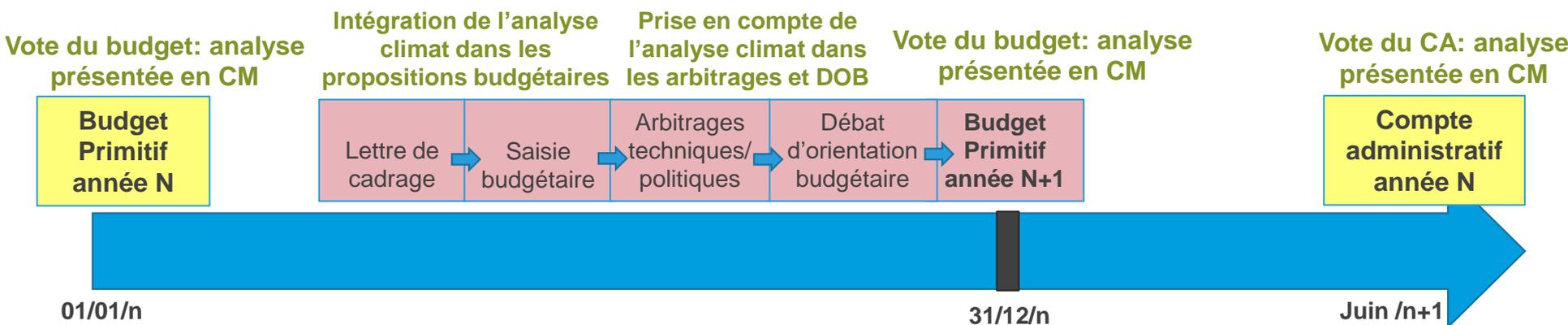
IMPACT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BP 2021 SUR LE CLIMAT

Changements suscités dans le cycle budgétaire



Intégration de l'outil dans les prochains cycles budgétaires

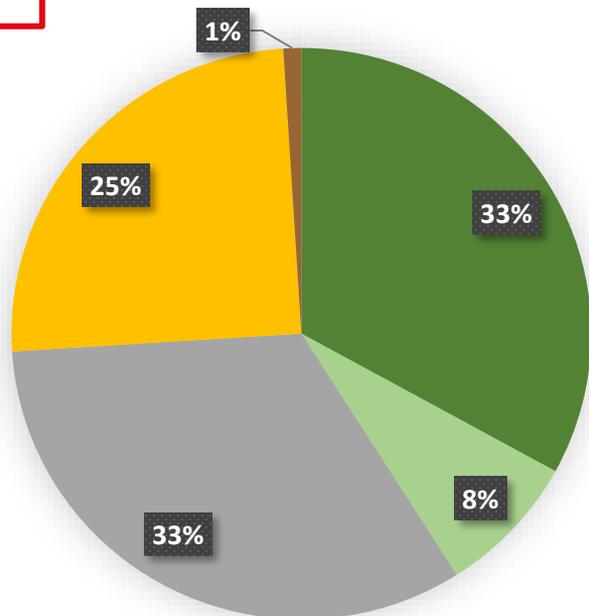
- Mention dans le règlement financier
- Chaque étape budgétaire intégrera les indicateurs climatiques
- Exercice à la fois sur le prévisionnel et sur l'exécution du budget
- Transparence sur les résultats et la méthode



Comment articuler et diffuser la démarche sur le territoire ?

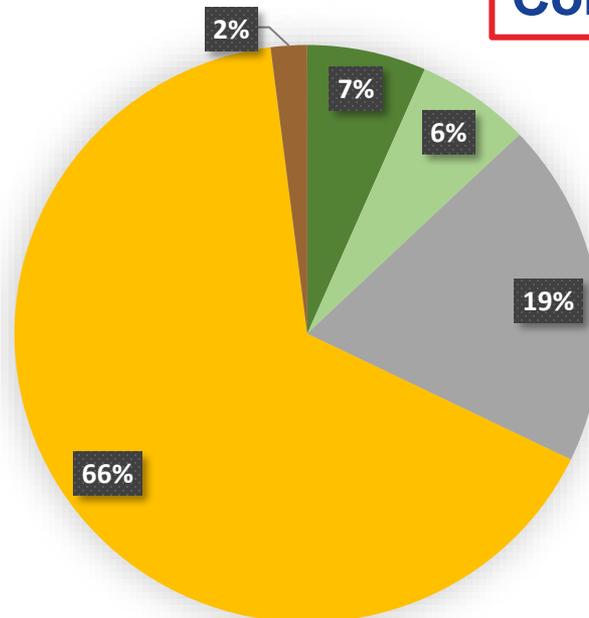
Communes et EPCI : des budgets différents

EPCI



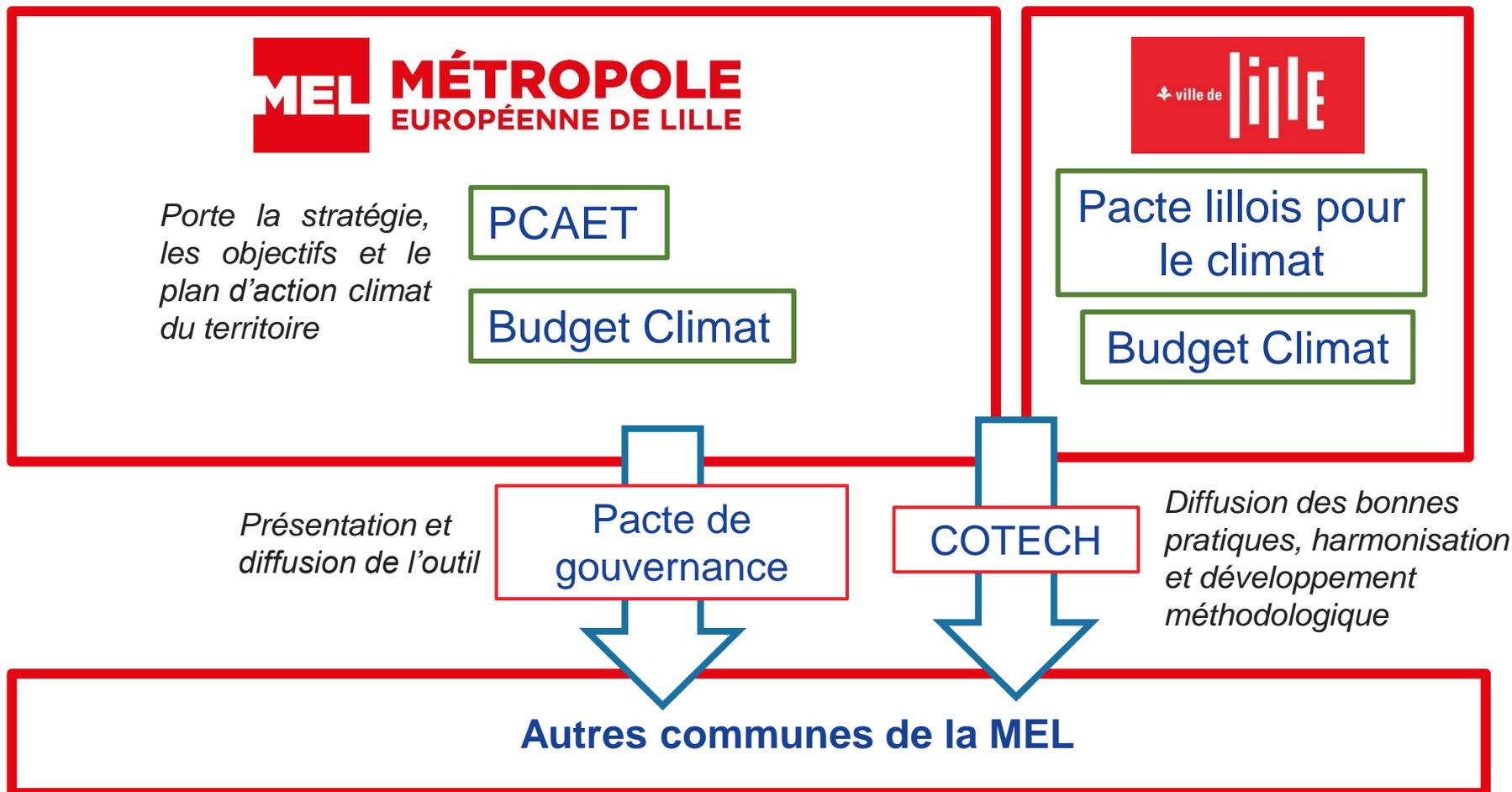
Transports $\frac{1}{4}$ du budget
Espace Public – Déchets – Eau Assainissement 20% du budget
→ part favorable mécaniquement plus grande

Commune



Masse salariale: 61% du budget
fonctionnement
Education – Solidarité – Culture – Sport:
50% du budget (part subventions importante)
→ part indéfinie mécaniquement plus grande

Diffusion de la démarche



+ Transparence Citoyenne (Conseils de quartiers, Haut Conseil Métropolitain pour le Climat)

L'indéfini : quoi et comment le réduire ?

Raphaëlle Leboucher, Cheffe de projet PCAET

Qui sont les indéfinis ?

« Dépenses non classables par manque d'information ou de donnée »

Ex 1 : Dépenses de Ressources humaines

*Emplois « favorables », « neutres », « défavorables » ?
Sujet sensible !*

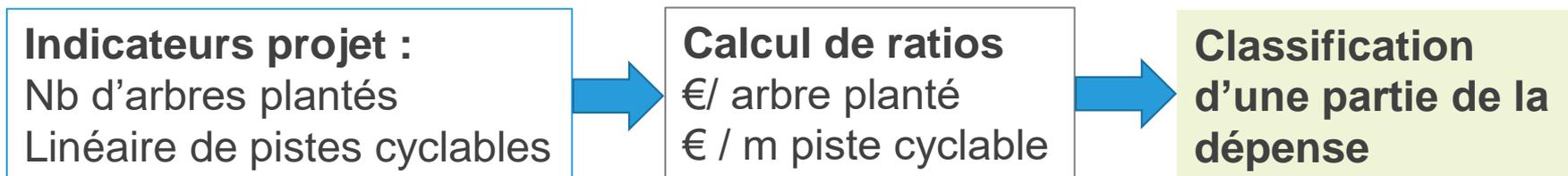
Ex 2 : Opérations d'aménagement

Nature	Fonction	Libellé Opération
204 – Subventions d'équipement versées	515 – Opérations d'aménagement	ZAC Lyon Part-Dieu

*Requalification de la voirie ? Création de pistes cyclables ? Plantation d'arbres ? ...
Création de parking ? Construction de routes ? ...*

Comment réduire la part d'indéfini ?

- Aller chercher l'info à la source, quand c'est faisable !
 - Selon la taille de la collectivité, le nombre de projets ...
 - Possibilité : de manière progressive
- Utiliser des ratios, clefs de répartition ...
 - Ex sur opérations d'aménagement :



- Définir des indicateurs dès la construction du budget
 - Plus ou moins difficile selon les domaines

Comment réduire la part d'indéfini ?

- CONCLUSION :
 - Progresser pas à pas
 - Essayer d'intégrer la réflexion le plus en amont auprès des opérationnels
 - Accepter de ne pas pouvoir tout classer (prioriser les secteurs à impact carbone)

>> I4CE :

« au-delà de la destination, c'est le chemin qui compte »

Pédagogie auprès des équipes

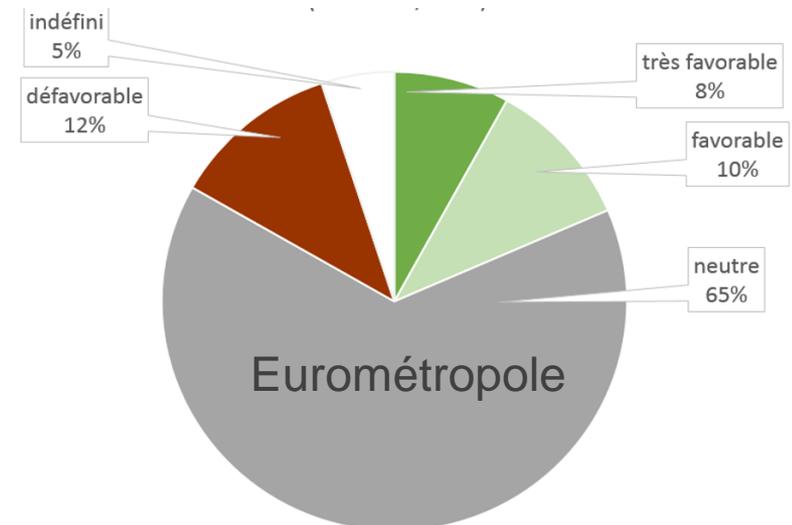
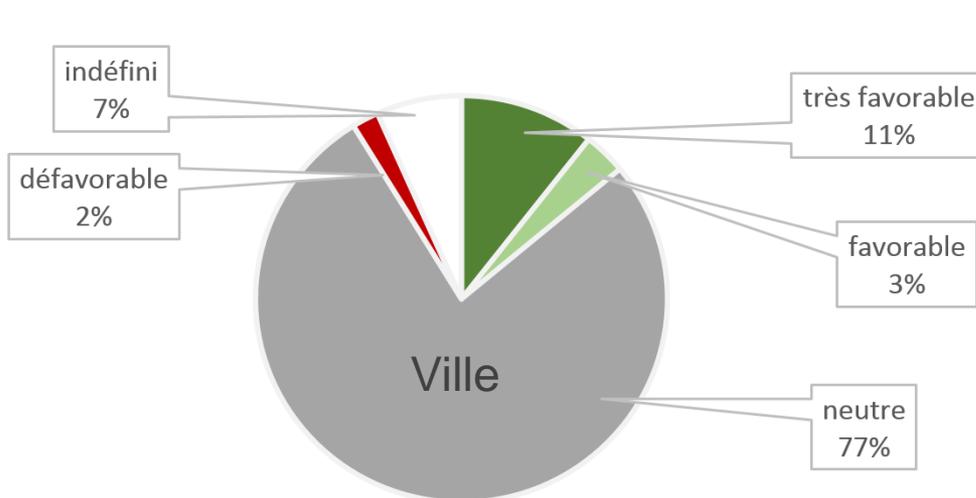
Concrètement, **que faire des résultats ?**
Quels **autres outils** complètent l'évaluation climat du budget ?

Mikaël Lux, Responsable de la mission Plan Climat

Que faire des résultats ?

Tests à Strasbourg :

- Comptes administratifs 2019 Ville et Eurométropole de Strasbourg (fonctionnement + investissement)
- Budget prévisionnel 2021 Ville et Eurométropole (uniquement section « investissements »)



Zoom sur le « défavorable »

Exemples de dépenses (Ville et métro) :

- Achat de véhicules diesel, essence ou peu performants
→ plan « véhicules propres »
- Poubelles bleues (part non valorisable des OM)
→ politique « zéro déchet »
- Une partie des dépenses informatiques (tableaux numériques des écoles, postes informatiques...)
→ Réponse partielle : achat de matériel performant
→ & feuille de route numérique responsable
- Voirie (transfert de routes), parkings, aménagement zone commerciale, aéroport...
→ Débat politique sur l'usage de la voirie et des finances

Que faire des résultats ?

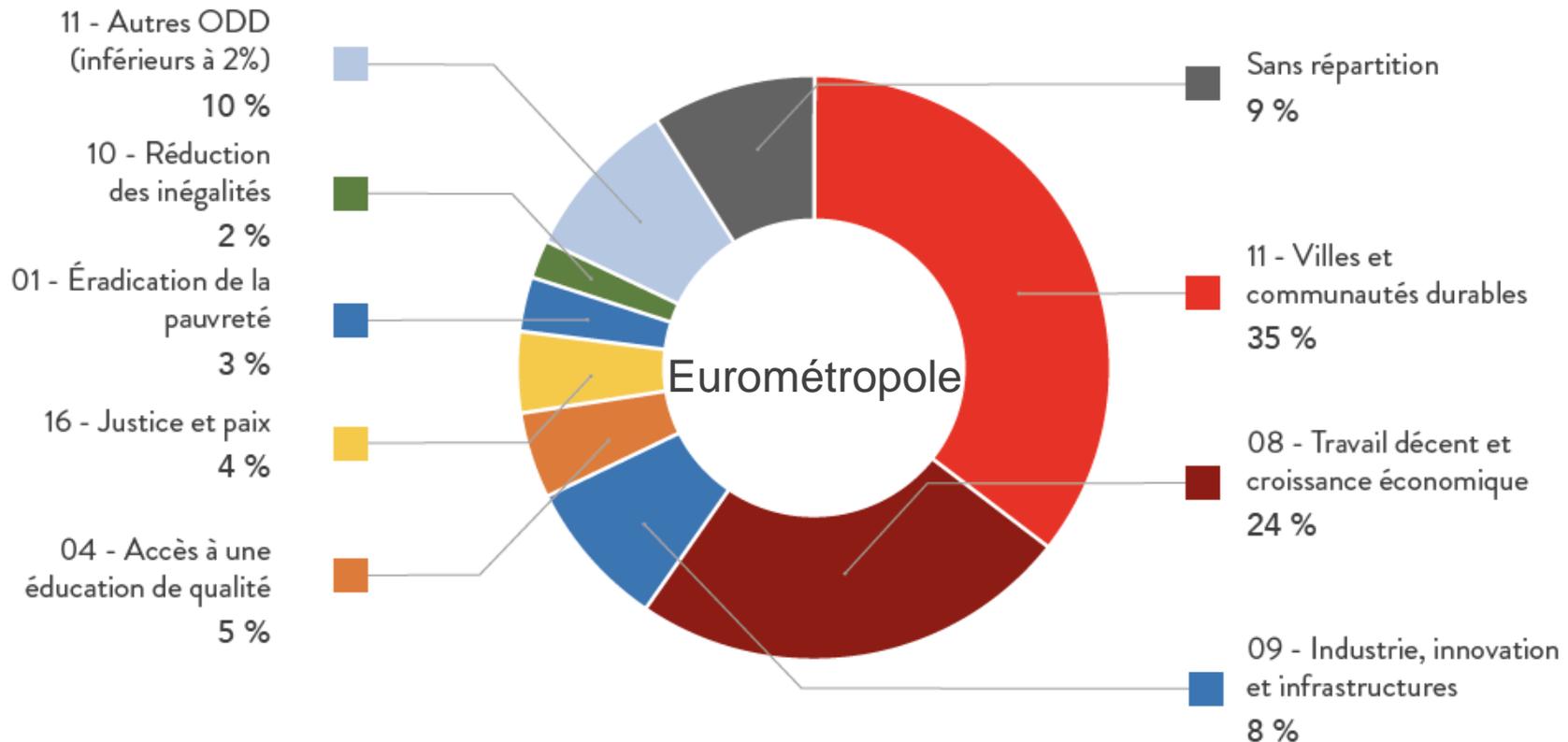
Les intégrer dans le référentiel 2021 Cit'ergie

- Action 5.2.1 « Financer et budgéter la politique Climat Air Energie »
- Action 6.5.4 : « Gérer ou soutenir les centres de conseil sur le climat, l'air et l'énergie à l'intention des acteurs privés »
- Action 6.5.5 : « Soutenir financièrement les initiatives climat-air-énergie exemplaires des ménages et des acteurs économiques du territoire »



En élargissant les critères ?

Ventilation des budgets selon les 17 ODD (BP 2021 Investissements):



Pistes d'amélioration : clef de ventilation ; « défavorable » ; création d'un 18^{ème} ODD pour la culture (compétence Ville)

Quelles ressources sont disponibles ?

Les suites en 2021

- Ressources et 2 webinaires de formation en replay 
 - [Toutes les ressources sont disponibles en ligne](#)
 - **13 avril, 9h – 10h30**: webinaire « adaptation »
- Prise en compte dans le référentiel 
 - Formation des conseillers Cit'ergie
 - Groupes de travail d'échange entre collectivités :
 - France Urbaine
 - Et d'autres ?
 - Compléments méthodo co-construits avec des Régions (à confirmer)

Toutes les informations techniques disponibles : www.i4ce.org



Synthèse pour décideurs



Guide méthodologique



2 annexes techniques :
Atténuation



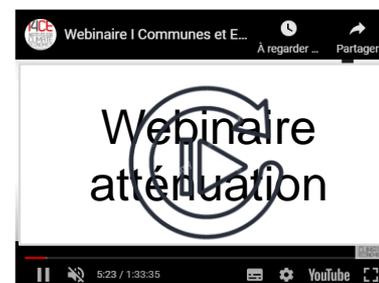
Adaptation



FAQ



Replay des Assises pour décideurs





Merci pour votre
attention

Morgane.Nicol@i4ce.org

Marion.Fetet@i4ce.org

Annexe

Détails sur les hypothèses structurantes atténuation

Le bâtiment

Très favorable

Plutôt favorable

Neutre

Défavorable



Constructions

> Norme en vigueur
(surcoût si >RT 2012 ou
100% si >RE 2020)

= Norme en vigueur

< Norme en vigueur



Rénovations

Rénovation thermique (100%)
Rénovation globale (15%)

-
Rénovation globale (85%)

Les raisons de ce classement

- La rénovation thermique permet de réduire les consommations énergétiques du parc existant.
- Les constructions neuves présentent une performance thermique bien supérieure au parc existant, mais elles augmentent la consommation de matériaux, de surfaces à chauffer et contribuent tendanciellement à l'étalement urbain.

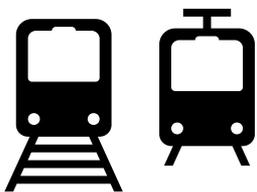
Pourquoi ce secteur est structurant ?

Le secteur résidentiel-tertiaire est le 2^e secteur émetteur de GES en France.

Application pratique

- Rénovation thermique : **100%** de la dépense
- Rénovation générale : **15%** de la dépense

Infrastructures de transport en commun



Transports en
commun

Très favorable

Investissements ou l'entretien des infrastructures liés aux transports en commun et au ferroviaire électrique

Les raisons de ce classement

- Le transport en commun est encouragé à se développer ET à se décarboner dans la SNBC.

Pourquoi ce secteur est structurant ?

Les transports représentent un tiers des émissions de gaz à effet de serre en France

Application pratique

Les dépenses liées à la construction d'un métro, tramway, ou autres infrastructures pour les transports en commun sont à considérer.

Ces dépenses peuvent faire partie d'un projet d'aménagement plus vaste, auquel cas il s'agit de les isoler pour pouvoir les classer.

Aviation

Défavorable



Développement
Entretien

Développement ou entretien liés à l'aviation ou à la sécurité aérienne

Les raisons de ce classement

- Le transport aérien est encouragé à se décarboner dans la SNBC.
- A ce jour, les alternatives non carbonées n'existent pas.
- Le transport aérien est aujourd'hui fortement carboné, il existe un risque de verrou technologique sans décarbonation profonde du secteur.

Pourquoi ce secteur est structurant ?

Les transports représentent un tiers des émissions de gaz à effet de serre en France

Application pratique

Les dépenses sont facilement identifiables dans la nomenclature budgétaire.

Faire une analyse transversale avec mots-clés pour identifier les dépenses liées à l'aviation.

Les voies navigables

Plutôt favorable



Entretien

Entretien infrastructures du réseau



Constructions

Développement du réseau

Les raisons de ce classement

- Le transport fluvial est encouragé dans la SNBC.
- Le transport de marchandises routier notamment doit diminuer, le fret fluvial pourrait se substituer au TRM.
- Le transport fluvial est aujourd'hui encore fortement carboné, il existe un risque de verrou technologique sans décarbonation profonde du secteur.

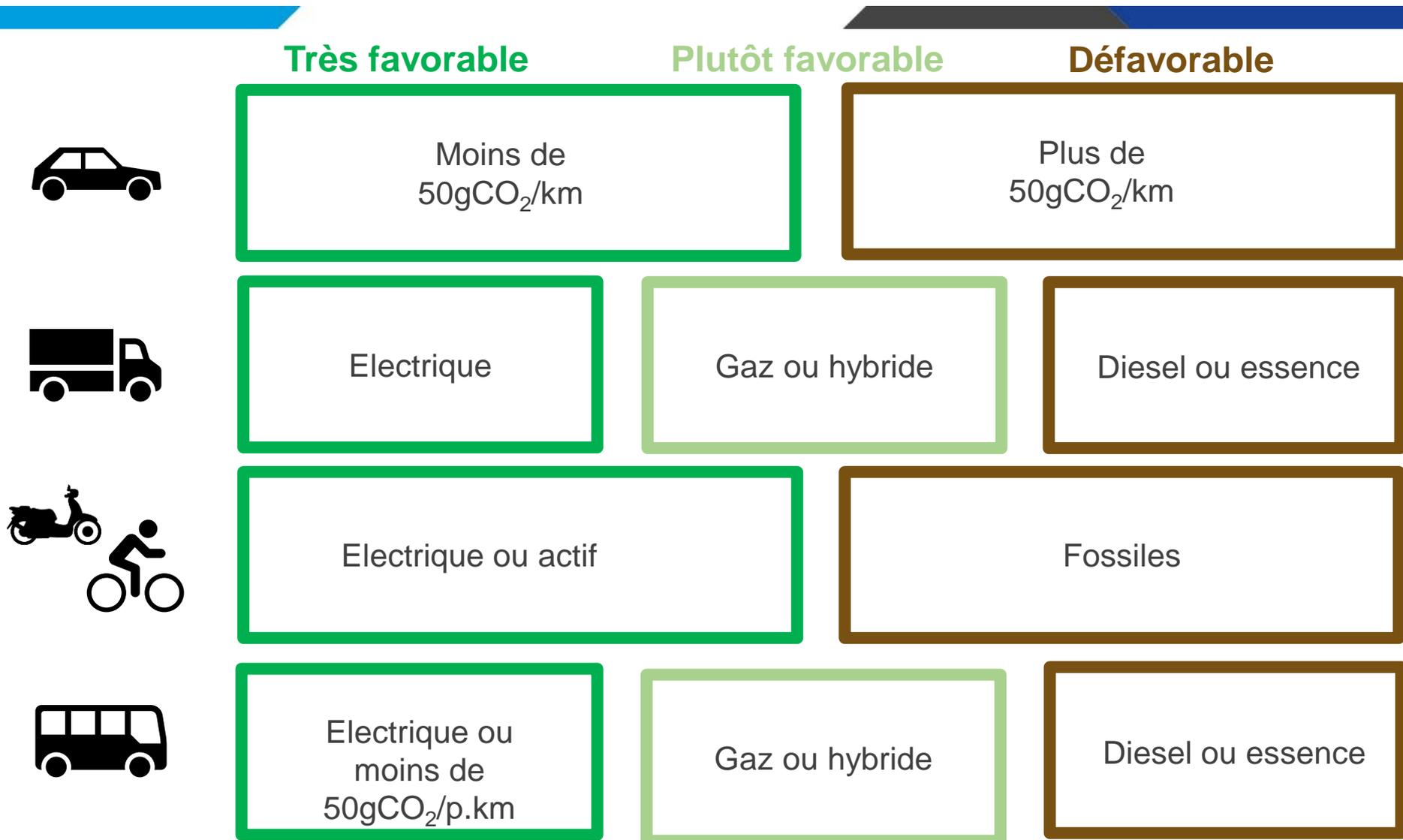
Pourquoi ce secteur est structurant ?

Les transports représentent un tiers des émissions de gaz à effet de serre en France

Application pratique

Les dépenses sont facilement identifiables dans la nomenclature budgétaire.

Achat de véhicules



Entretien de véhicules

	Très favorable	Plutôt favorable	Neutre
	Moins de 50gCO2/km		Plus de 50gCO2/km
	Electrique, gaz ou hybride		Diesel ou essence
	Electrique ou actif		Fossiles
	Electrique ou moins de 50gCO2/p.km, gaz ou hybride		Diesel ou essence

La voirie

Très favorable
Plutôt favorable
Neutre
Défavorable


Constructions

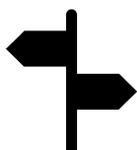
 Part dédiée : piétons, vélos,
transports en commun

Part dédiée aux voitures


 Entretien /
Requalification

 Part dédiée : piétons, vélos,
transports en commun

Part dédiée aux voitures



Exploitation

 Part dédiée : piétons, vélos,
transports en commun,
mobilités bas carbone

Part dédiée aux voitures

Les raisons de ce classement

- Les mobilités douces et les transports partagés permettent de réduire les émissions
- Construire de nouvelles voiries dédiées aux voitures induit un trafic et des émissions supplémentaires
- Entretien la route est neutre car elle permet aussi de faire rouler des véhicules bas-carbone

Pourquoi ce secteur est structurant ?

Les transports représentent un tiers des émissions de gaz à effet de serre en France

Application pratique

Pour ventiler les dépenses, on peut créer une clé de répartition en fonction de la surface de voirie dédiée à chaque mode de transport.

L'alimentation

Très favorable

Repas végétariens

Neutre

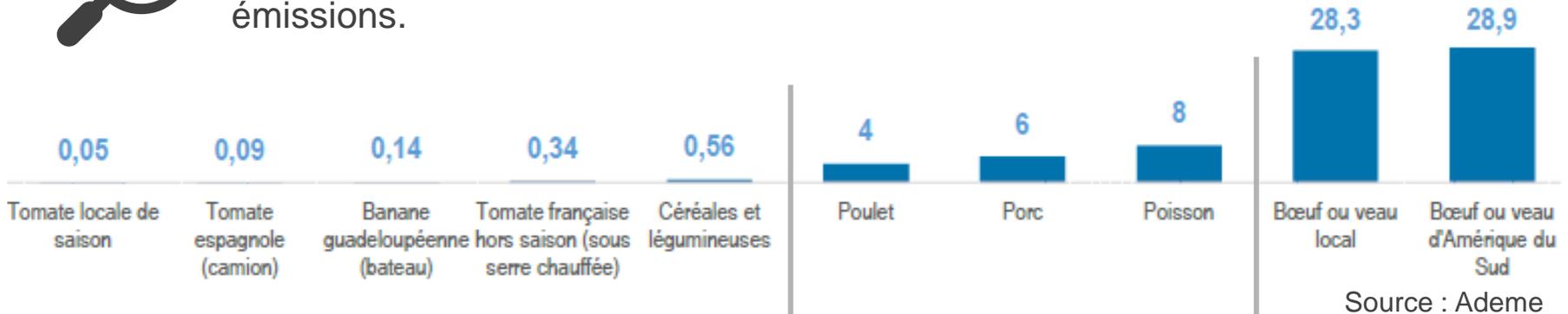
Autres repas

Défavorable

Aller plus loin :
Viande de ruminant



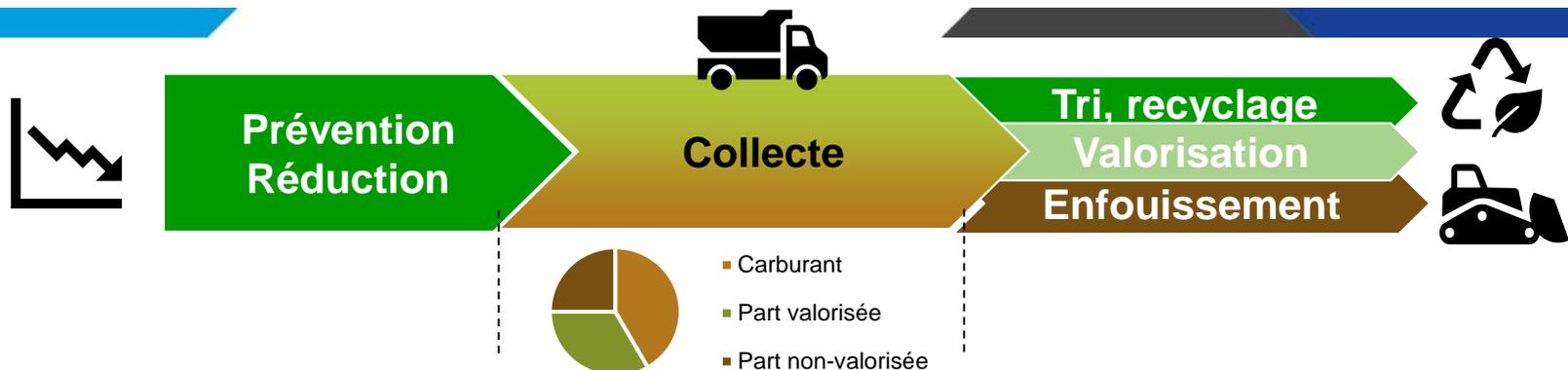
Les impacts climat dépendent majoritairement du contenu de l'assiette.
L'aspect local et le caractère bio n'ont qu'une incidence très faible sur les émissions.



Application pratique

- La part de favorable dans le montant de la dépense peut être estimée en se basant sur la proportion de repas végétariens consommés.
- Pour les repas carnés, on pourra se baser sur le nombre de repas avec de la viande de ruminants, et ne compter que la part de repas servis au-delà des recommandations nutritionnelles (au-delà de 4 repas sur 20).
- Dans un esprit d'efficacité, la collectivité prendra les meilleures données dont elle dispose, et pourra se concentrer en priorité sur le caractère favorable des dépenses d'alimentation.

Les déchets



Les raisons de ce classement

- Prévenir et réduire les déchets permet de limiter la production de biens, ainsi que leur collecte
- Collecter est une activité favorable ou défavorable selon le sort du déchet
- Le carburant doit être classé défavorablement
- Valoriser énergétiquement les déchets réduit la consommation d'autres d'énergies émettrices
- Enfouir les déchets dégage du méthane, soit un gaz à effet de serre

Pourquoi ce secteur est structurant ?

Si les déchets représentent moins de 5% des émissions de GES, ils intègrent nos émissions en amont et permettent de produire de l'énergie en aval (valorisation)

Application pratique

Pour ventiler les dépenses, on crée une clé de répartition en fonction de la part des déchets qui sont valorisés/enfouis :

$$\frac{\text{Déchets valorisés et recyclés et triés}}{\text{Total des déchets}} \text{ Vs } \frac{\text{Déchets enfouis}}{\text{Total des déchets}}$$

Achats d'énergie



Electricité

Très favorable

Factures d'électricité avec garantie
d'origine renouvelable

Neutre

Factures d'électricité sans garantie



Gaz, hydrogène

Très favorable

Gaz renouvelable
Hydrogène renouvelable

Défavorable

Gaz naturel
Hydrogène fossile



Agrocarburants

Indéfini

Les agrocarburants



Les agrocarburants de 1^{ère} génération génèrent des émissions induites (déforestation) et une compétition forte sur les cultures vivrières.



Pétrole, charbon

Défavorable

Combustibles fossiles (hors gaz)

Infrastructures de production d'énergie



Electricité

Très favorable

Développement ou entretien d'infrastructures de production d'EnR



Gaz

Très favorable

Développement ou entretien
d'infrastructures de production de gaz
renouvelable

Défavorable

Développement ou entretien
d'infrastructures de production de gaz
conventionnel



Agrocarburants

Indéfini

Développement ou entretien d'infrastructures de production d'agrocarburants



Les agrocarburants de 1^{ère} génération génèrent des émissions induites (déforestation) et une compétition forte sur les cultures vivrières.



Pétrole, charbon

Défavorable

Développement ou entretien d'infrastructures de production
d'énergies fossiles (pétrole, charbon)

Réseaux de distribution d'énergie



Electricité

Très favorable

Extension ou entretien direct du réseau de transport et de distribution d'électricité renouvelable

Neutre

Extension ou entretien du réseau de transport et de distribution d'électricité



Gaz

Très favorable

Extension ou entretien direct du réseau de transport et de distribution de gaz renouvelable

Neutre

Extension ou entretien du réseau de transport et de distribution de gaz



Réseaux de chaleur/froid

Très favorable

Proxy : part d'énergies renouvelables

Plutôt favorable

Proxy : part d'énergies de co-génération

Défavorable

Proxy : part d'énergies fossiles

Entretien et maintenance de bâtiments et d'infrastructures (hors voirie)



Maintenance
technique

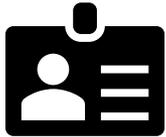
Plutôt favorable

Opérations avec économie d'énergie ou decarbonation du mix énergétique prouvé

Neutre

Opérations « classiques »

Les dépenses de personnel



Très favorable

ETP « climat »

Indéfini

Cas général

Les raisons de ce classement

- Dans le cas général : les activités des agents sont compatibles avec la neutralité carbone, mais ne contribuent pas activement à réduire les émissions.
- Les ETP climat contribuent directement à des activités destinées à la réduction des émissions (ex: équipe climat)

Pourquoi ce secteur est structurant ?

Environ 1/3 des dépenses de fonctionnement

Application pratique

La masse salariale est connue des ressources humaines

Les frais de déplacements professionnels

Très favorable



Train



Transport
en
commun



Voitures
électriques
ou bioGNV



Mobilités
actives

Plutôt favorable



Voitures
GNV

Défavorable



Voitures
fossiles

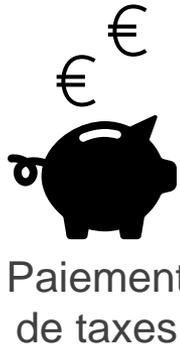


Avion



La récupération des données pertinentes peut nécessiter d'adresser une demande à la centrale d'achat chargée des déplacements professionnels.

Le paiement de taxes réduisant les émissions



Neutre

Paiement de taxes non incitatives

Défavorable

Paiement de taxes incitatives à réduire les émissions

La raison de ce classement

Les taxes sur les comportements émetteurs cherchent à augmenter le coût pour les réduire.

A la base de ces taxes, il y a ainsi un comportement défavorable. Elles doivent donc être considérées comme une sanction venant surenchérir une dépense défavorable au climat.

Application pratique

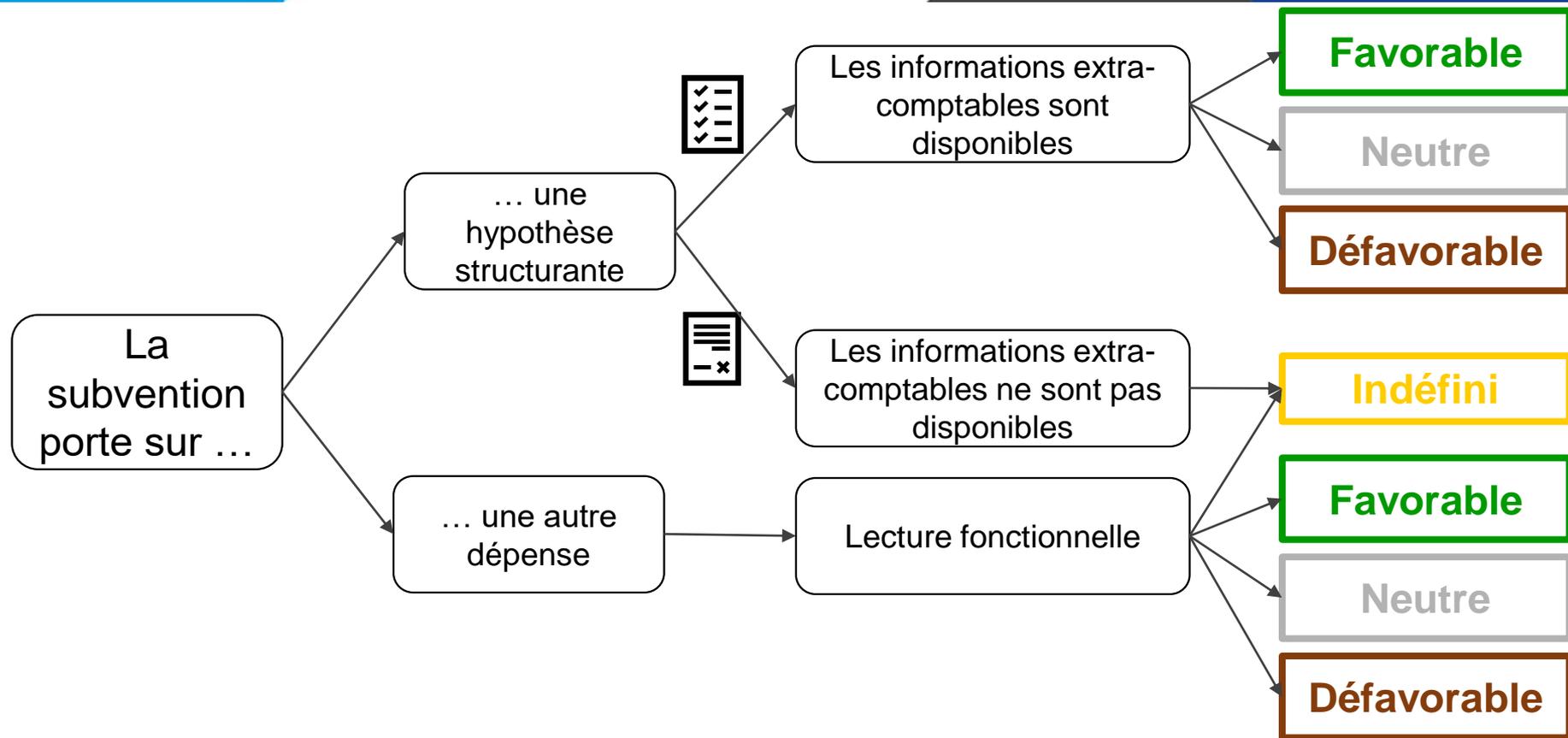
Le paiement des taxes apparaît différemment dans un budget:

- Sur une ligne spécifique pour les impôts directs (ex: taxe à l'essieu)
- Dans la ligne de dépense à laquelle la taxe est rattachée (ex: TICPE)



Les taxes assises sur les comportements sans distinction quant à leurs effets, sont neutres. Elles n'incitent pas à changer de comportements.

Les subventions



Les raisons de ce classement

Les informations extra-comptables permettent de classer les subventions.

Pourquoi ce secteur est structurant ?

Le nombre et le poids des subventions dans le budget est important. Ce sont des dépenses facilement pilotables

Application pratique

Cette façon de procéder renvoie au principe de précaution face au manque d'information et à la diversité des utilisations possibles ; et il envoie du même coup un signal pour tenter de faire remonter plus d'informations sur les impacts climat de ces subventions

Le matériel informatique et les nouvelles technologies



Matériel

Plutôt favorable

Achat respectant les 5 critères méthodologiques

Défavorable

Achat ne respectant pas les 5 critères méthodologiques



Logiciels
Maintenance

Neutre

Logiciels ou biens non-matériels
Maintenance



Infrastructures

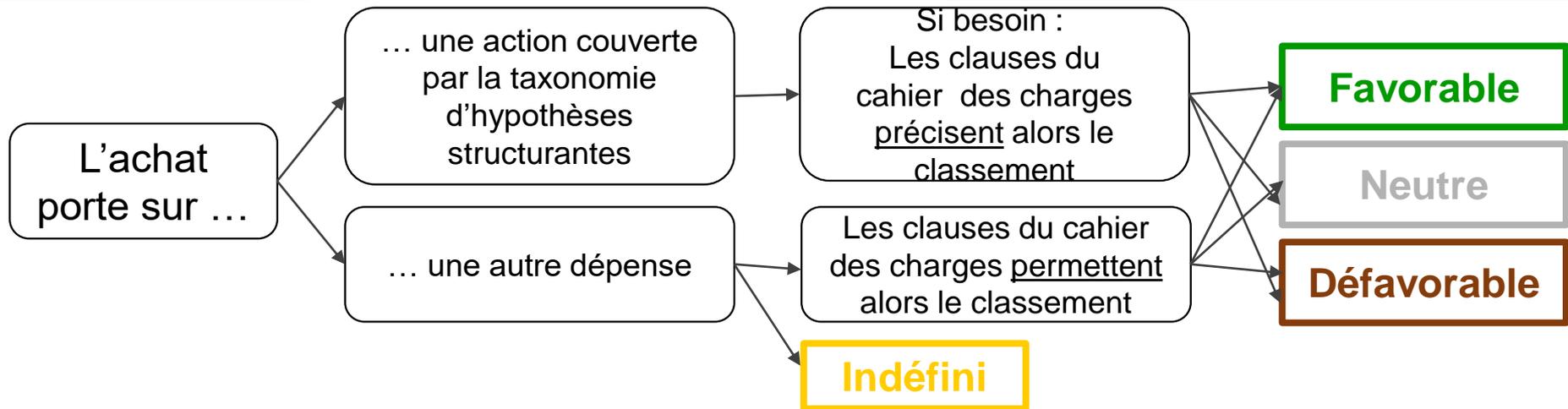
Indéfini

Infrastructures, réseaux de télécommunication

Les raisons de ce classement

- Les émissions liées au NTIC proviennent de deux étapes : lors de la fabrication des biens d'abord, puis lors de leur utilisation *via* l'électricité qu'ils consomment.
- Pour un ordinateur, les émissions à la fabrication sont bien supérieures aux émissions liées à sa consommation d'électricité.

La commande publique et les achats durables



Les raisons de ce classement

- Les documents de la commande publique – comme les cahiers des charges – fournissent des informations précieuses pour le classement des dépenses, comme des clauses climatiques.
- Soit l'objet de la commande appartient aux hypothèses traitées, dans ce cas ces informations précisent le classement.
- Soit l'objet de la commande n'appartient pas aux hypothèses, dans ce cas ces informations permettent seules de classer

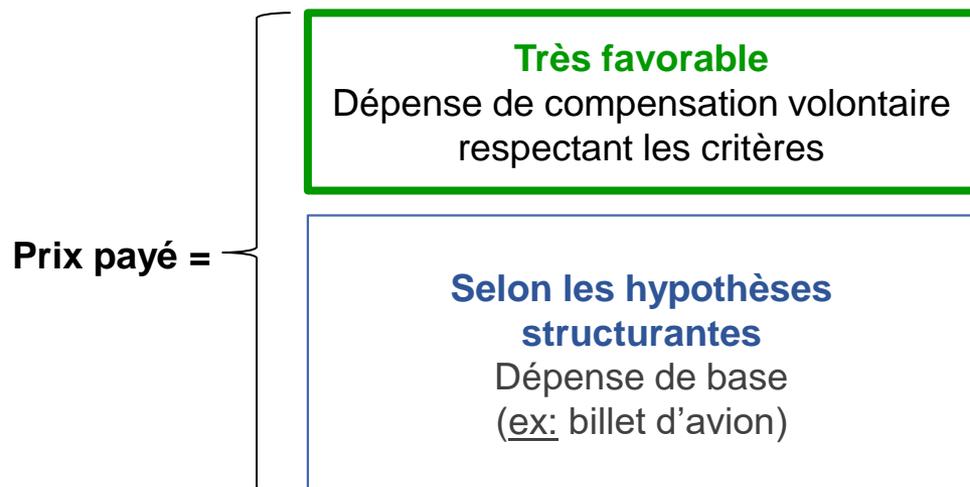
Pourquoi ce secteur est structurant ?

La commande publique représente 10% du PIB et une part corrélée de GES selon les missions de la collectivité.

Application pratique

Pour disposer d'informations permettant de classer les dépenses, il faut se référer aux clauses énergétiques et/ou climatiques éventuellement présentes dans le cahier des charges.

La compensation carbone



La raison de ce classement

- Le raisonnement, les mécanismes et les effets suscitent trop d'interrogations pour considérer, à ce stade, des dépenses de compensation comme mécaniquement favorables.
- L'une des limites tient à la différence d'horizon temporelle entre les émissions et la séquestration de carbone.



Cette option admet la preuve contraire. L'ADEME propose un ensemble de règles qui permettent de considérer des dépenses de crédits carbone comme fondées.

Les espaces verts



Très favorable

Développement ou entretien de zones arborisées



Neutre

Développement ou entretien des espaces verts sans spécificités « arbres » (hors dépenses de carburant, construction, salaires, ...)

Les raisons de ce classement

- La sequestration carbone par les espaces verts autre qu'arborisés est négligeable.
- Les arbres peuvent séquestrer davantage (6 kg de carbone/m²) que les jardins (1 kg/m²) ou pelouses (0,14 kg/m²), Ce classement encourage la collectivité dans ses efforts de développer l'arbre en ville.

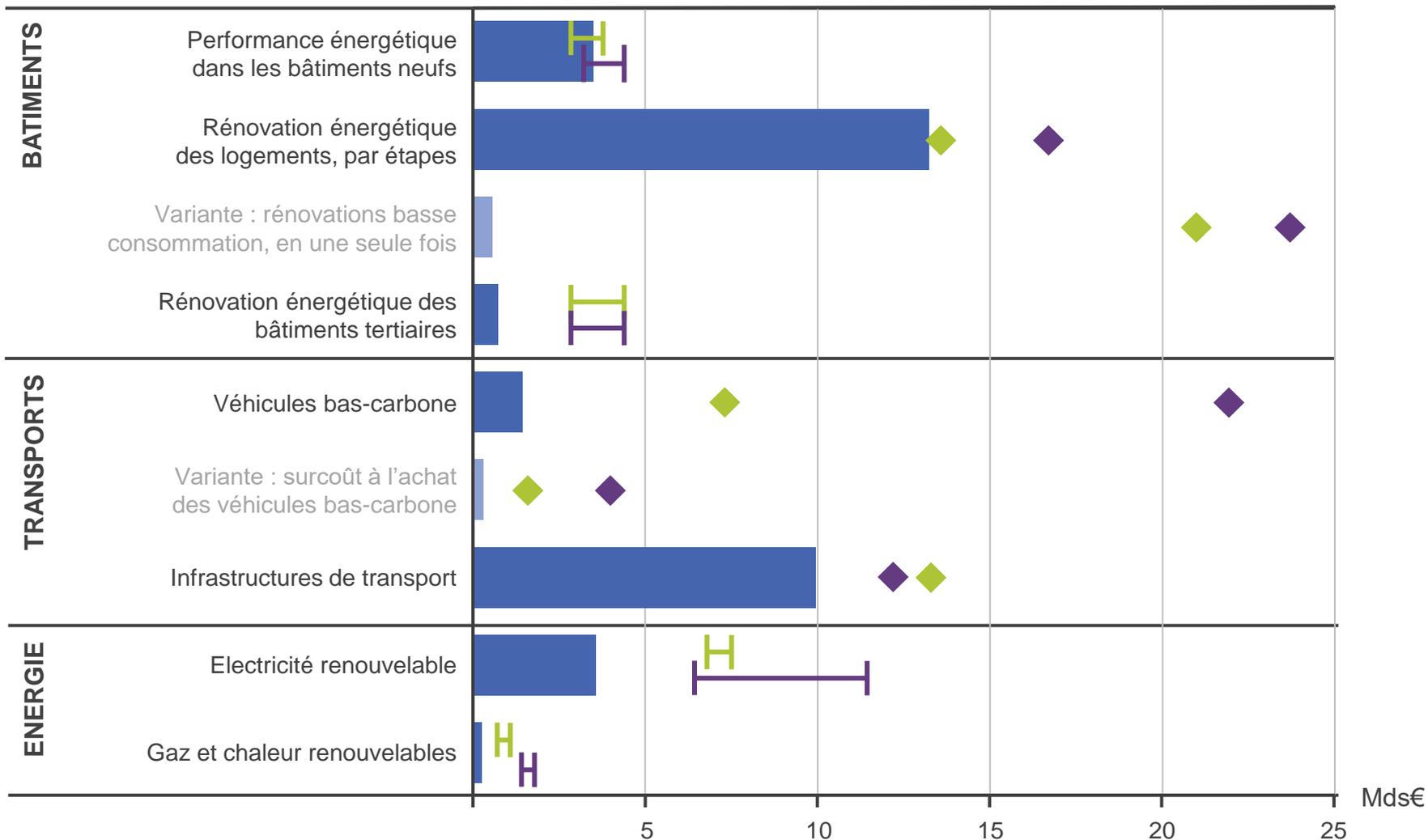


Annexe

Détails sur le plan de relance

15 à 18 milliards d'€ supplémentaires nécessaires chaque année entre 2019 et 2023, 32 à 41 milliards après 2024

■ Historique 2015-2018 ■ Deuxième budget carbone, 2019-2023 ■ Troisième budget carbone, 2024-2028



En juillet 2020, I4CE avait fait une proposition d'un plan de financement de l'action climat

L'objectif de ce plan était de rattraper le retard accumulé vis-à-vis de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) dans les secteurs-clés de la transition



Pour en savoir plus : [Relance : comment financer l'action climat](#)

Pour chaque secteur étudié, une analyse des mesures-clés et de leur financement

Résumé des effets de levier attendus

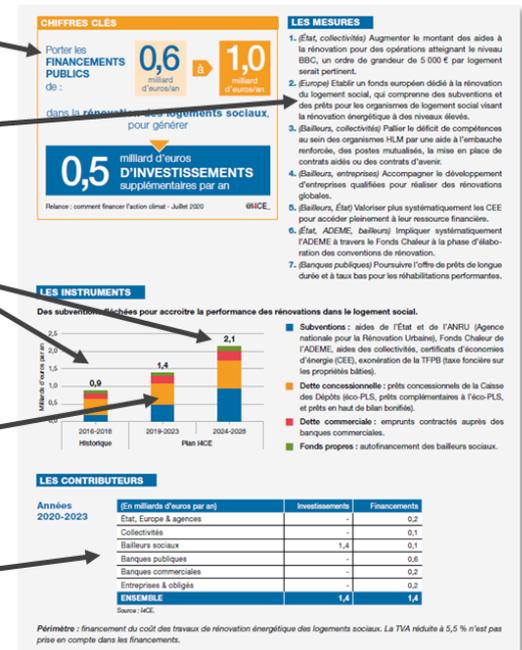
Mesures-clés destinées à améliorer le bilan économique des actions du point de vue des porteurs de projet

Progression des niveaux d'investissement en phase avec objectifs nationaux (SNBC, PPE)

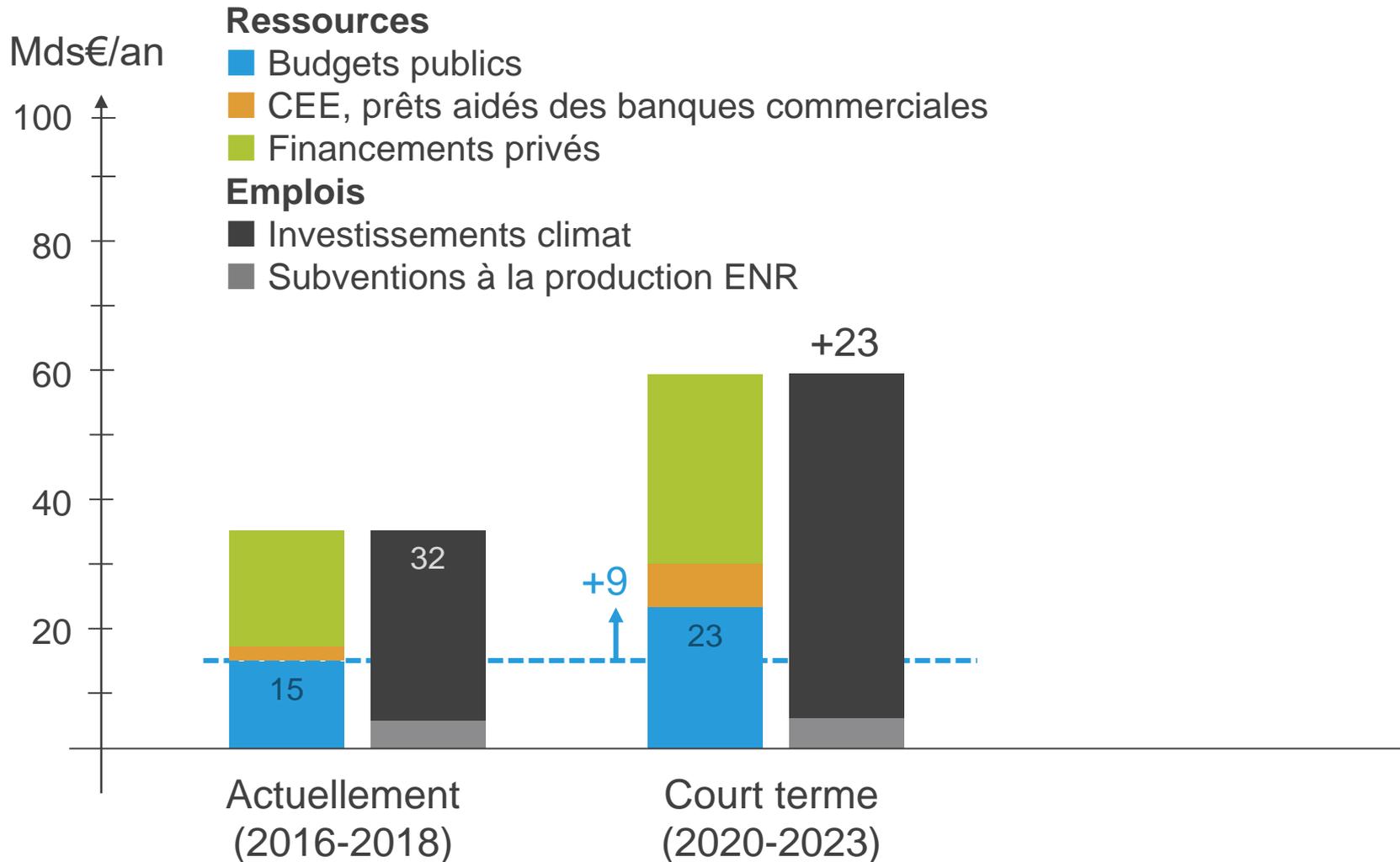
Répartition des investissements par instrument, reflète notre évaluation de l'amélioration des conditions économiques

Répartition des investissements par type d'acteur économique contribuant au financement

Fiche détaillée pour chacun des 13 secteurs



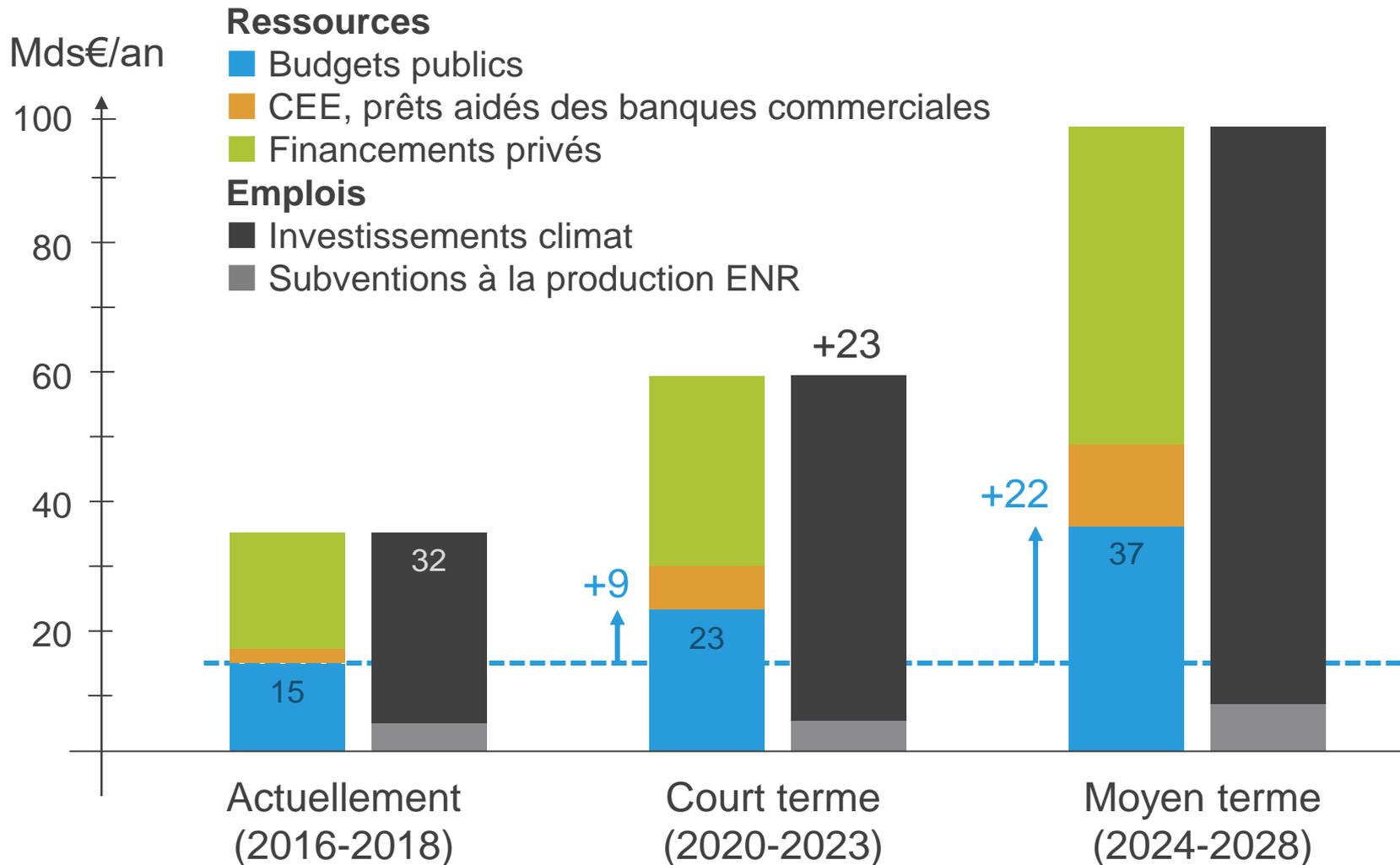
A court terme, un financement public additionnel de 9 Mds€/an suffirait à garder le cap sur les objectifs climat



Aujourd'hui, une impulsion publique est cruciale, modeste et sans regrets

- **Cruciale**, car sans aides les projets ne verront pas le jour
- **Modeste**, car l'argent public entraîne les financements privés (effet de levier)
- **Sans regret**, au regard des bénéfices attendus :
 - Contribution à la relance : stabiliser les marchés d'investissement, qui abritent 350 000 emplois d'après l'ADEME ;
 - A terme, un effet favorable sur l'activité (PIB), l'emploi (300 000 à 500 000 ETP supplémentaires à horizon 2030) et sur les finances publiques ;
 - Des coûts sociaux évités par la réduction de la pollution de l'air, ici et maintenant.

A moyen terme, besoin d'argent public atteint 37 Mds€/an soit 22 Mds€ de plus qu'aujourd'hui



Le véritable enjeu financier est à moyen terme

- Le besoin d'argent public atteint 37 Mds€/an soit 22 Mds€ de plus qu'aujourd'hui, car :
 - De plus en plus de projets à soutenir ;
 - Certains projets se passent d'aides publiques : apprentissage, économies d'échelle, réglementation ;
 - D'autres en ont davantage besoin, par exemple la rénovation thermique des ménages modestes.
- Le montant devient conséquent, les bénéfices le justifient toujours, mais son financement fait débat

L'argent, même public, ne fait pas tout

- Accompagnement des ménages, PME, collectivités
- Formation des professionnels
- Réglementation, normes
- Recherche

Focus sur les collectivités dans ce plan

(en milliards d'euros par an)	Investissements			Subventions à la production d'énergies renouvelables			Financements		
	Historique (2016-2018)	Court terme (2020-2023)	Moyen terme (2024-2028)	Historique (2016-2018)	Court terme (2020-2023)	Moyen terme (2024-2028)	Historique (2016-2018)	Court terme (2020-2023)	Moyen terme (2024-2028)
Fonds européens	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1 (-)	1,3 (+1,3)
État et agences	0,2	0,3 (+0,2)	0,4 (+0,2)	4,6	6,4 (+1,8)	8,6 (+3,9)	8,1	14,5 (+6,4)	25,2 (+17,1)
Collectivités territoriales	3,1	4,8 (+1,7)	6,2 (+3,1)	-	-	-	5,0	6,7 (+1,6)	9,0 (+3,9)
Bailleurs sociaux	1,4	2,0 (+0,6)	2,7 (+1,3)	-	-	-	0,1	0,2 (-)	0,2 (+0,1)
Gestionnaires d'infrastructures	7,4	9,5 (+2,1)	10,8 (+3,3)	-	-	-	<0,1	<0,1	<0,1
Banques publiques	-	-	-	-	-	-	3,5	5,9 (+2,3)	5,6 (+2,1)
ENSEMBLE PUBLIC NET DES DOUBLES-COMPTES	12,1	16,6 (+4,5)	20,1 (+8,0)	4,6	6,4 (+1,8)	8,6 (+3,9)	14,9	23,9 (+9,0)	37,4 (+22,4)

Et ne couvre pas tout : il manque notamment les actions d'adaptation au changement climatique, les secteurs de l'agriculture et de l'industrie

Le volet climat du plan de relance représente ~18 Mds € sur deux ans

Les montants prévus dans le plan de relance correspondent, dans les grandes lignes, aux besoins de financements publics additionnels qui avaient été identifiés par I4CE

Volet	Mesures	Montants
Rénovation énergétique	<ul style="list-style-type: none">• Rénovation des logements privés• Rénovation des bâtiments publics• Rénovation des logements sociaux• Rénovation des TPE/PME	6,7 Mds
Décarbonation de l'industrie	<ul style="list-style-type: none">• Décarbonation de l'industrie	1,2 Mds €
Mer	<ul style="list-style-type: none">• Verdissement des ports	200 M €
Infrastructure et mobilités vertes	<ul style="list-style-type: none">• Plan Vélo, projets de transport en commun• Plan de soutien au secteur ferroviaire• Verdissement du parc automobile de l'Etat• Aide à l'achat de véhicules propres	8 Mds €
Technologies vertes	<ul style="list-style-type: none">• Développement d'une filière d'hydrogène vert en France	2 Mds €
Total « climat »		18,1 Mds €

Ce n'est pas qu'une question de financements

« Jusqu'ici tout va bien » mais des points de vigilance demeurent

Points de vigilance sectoriels – voir nos analyses sectorielles accessibles via les liens ci-dessous

- **Bâtiment** – structuration d'une filière de rénovation globale, accompagnement des ménages
- **Hydrogène** – incertitudes sur les coûts et les usages de l'hydrogène décarboné
- **Ferroviaire** – des moyens encore insuffisants pour le fret
- **Mobilité** – mettre fin aux aides pour les véhicules thermiques ; préciser les objectifs du malus au regard de la norme européenne

Points de vigilance transversaux

- Besoins d'investissements calculés à partir de la **SNBC actuelle**
- S'assurer que les investissements publics réalisés aujourd'hui soient **adaptés** au climat de demain
- Soutenir les **capacités à investir et à structurer des projets** des porteurs de projet – notamment les collectivités locales et les opérateurs de réseaux
- **Suivre l'efficacité** de ces dépenses en termes de transformation de l'économie

Soutenir l'investissement « vert » des collectivités territoriales nécessitera plus que des financements

Les collectivités sont un maillon clé de la mise en œuvre de la transition bas-carbone, et en particulier de l'investissement public pour le climat

- Pour les investissements dans la **mobilité décarbonée**, les **bâtiments** énergétiquement performants et **l'énergie**, elles devraient **dès aujourd'hui dépenser 1,7 Mds € chaque année en plus** de ce qu'elles font déjà, et **+3,1 Mds € annuels après 2024**
- Elles doivent également **financer des actions pour l'adaptation** de leur territoire aux changements climatiques, la transition des secteurs **agricoles et forestiers, etc.**

Pour que ces investissements climat voient le jour, il faut :

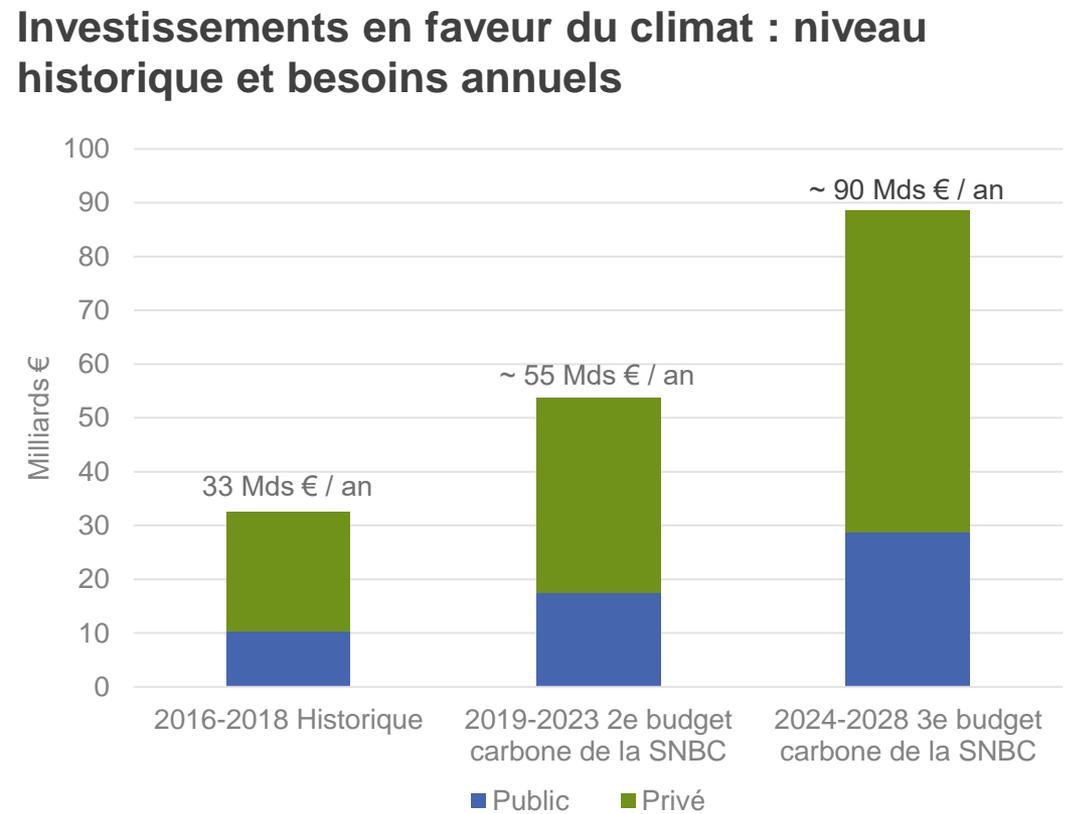
- Soutenir leur **capacité à faire émerger des projets**, par la mise à disposition de compétences et en leur permettant d'augmenter les dépenses de fonctionnement liées à ces thématiques
- S'assurer qu'elles disposent des **moyens financiers nécessaires** à ces investissements par les dotations, les recettes tarifaires et fiscales, les guichets dédiés
- Remplacer la mosaïque complexe des financements par une **contractualisation globale ou un guichet unique**

Pour en savoir plus : [Il n'y aura pas de « relance verte » sans les collectivités](#)

Ces investissements devront être pérennisés pour mettre la France sur la voie de la neutralité carbone

Les investissements climat estimés sur la base de la feuille de route de l'Etat français (SNBC, PPE) devront atteindre 55 Mds € au total à court terme

- Les investissements publics devront passer de 10 à 30 Mds € par an d'ici 2030
- L'effet volume dominera l'effet prix : le coût de certains équipements ira en diminuant, mais le nombre de projets ira en s'accroissant
- Au-delà de 2030, les besoins sont susceptibles de croître encore : l'essentiel des nouveaux véhicules, des logements rénovés et des infrastructures construites opteront pour des technologies bas-carbone



Source: I4CE (2020), *Relance: comment financer l'action climat*
Note : Chiffres ajustés pro forma SNBC